

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 4 NOVEMBRE 1977 - N° 549

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

## Procès de Klaus Croissant

- Violent réquisitoire du procureur général
- Le gouvernement se donne un nouveau délai

Dans ces conditions, il est vrai différentes, on n'avait jamais vu un procureur général requérir devant la chambre d'accusation depuis le régime de Vichy. C'est pourtant ce qui s'est passé mercredi lors du procès de Klaus Croissant. La présence du procureur général, la violence de son réquisitoire montre à quel point le gouvernement français entend satisfaire Schmidt. L'extradition de Croissant a été demandée. Pourtant, ce n'est que le 16 novembre que les juges se prononceront sur la «culpabilité» de l'avocat allemand, et quelque soit la décision prise, le gouvernement français aura la possibilité de choisir la suite à donner à la procédure. Comme l'a d'ailleurs amplement prouvé le procès, il s'agit donc là d'une affaire exclusivement politique. Giscard doit choisir entre un alignement sur l'Allemagne de Schmidt et les conséquences politiques qu'auraient une extradition sur l'image «libérale» qu'il cherche à se donner. En attendant, la répression continue contre ceux qui luttent contre les menaces de Klaus Croissant : à Paris, les manifestations étaient interdites, et à Grenoble, les CRS ont violemment chargé les manifestants. Plus que jamais, il importe de défendre Klaus Croissant et par là même les libertés démocratiques.

(Lire page 7)

## Brejev parade à Moscou

# MENACES TOUS AZIMUTS



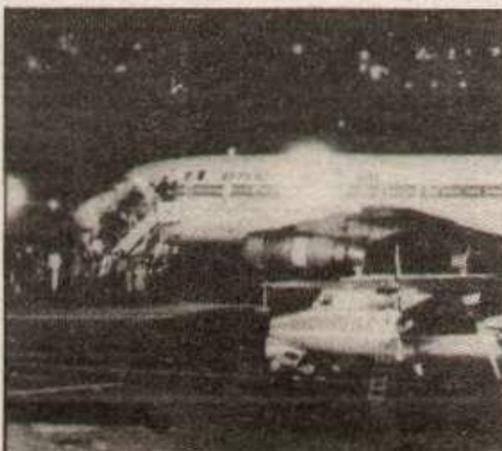
Ces soldats partent pour l'Afrique. L'aveu de Giscard vient au terme d'un intense ballet de Transsals et de DC 8 au dessus de la Méditerranée et de la mise en état d'alerte de milliers de parachutistes dont un bon nombre ont selon toute vraisemblance été transportés à proximité du Sahara. Un état-major franco-marocain a été mis en place à Paris. Il envisagerait sous le nom d'«opération verrou» une attaque contre l'Algérie.

Giscard espère-t-il intimider le Front Polisario et l'Algérie par cette menace, et obtenir ainsi satisfaction sur le plan diplomatique tout en effectuant un sauvetage du régime mauritanien ? Ou son activité diplomatique n'est-elle pas d'autant plus fébrile qu'elle légitime l'intervention militaire directe ?

(Lire page 9)

Giscard avoue : des soldats sont envoyés en Afrique

## DIPLOMATIE ET CHANTAGE



● Les procès de dissidents s'ouvrent bientôt

● Désarmement : la paix des missiles

● «Eurocommunisme» : il faut suivre le modèle soviétique

● Europe de l'Est : l'URSS commande

(Lire notre article en page 8)

Conseil ministériel sur la hausse des prix

## Inflation de mesures anti-inflation

Barre présente jeudi soir à la télévision ses nouvelles mesures anti-inflationnistes. Après plus d'un an de plan Barre dont le but principal annoncé était de réduire la hausse des prix, celle-ci se poursuit au même rythme, insensible aux «coups de trompette» du premier ministre. Le nouveau train de mesures anti-inflationnistes sera-t-il plus efficace que les précédents ? Le blocage des prix de l'an dernier, le blocage des marges des fruits et légumes, la série de mesures du 23 juin 77 n'ont pas eu les effets annoncés. Le 28 avril 1977, Barre croyait pouvoir annoncer : «Aujourd'hui les facteurs clés de l'inflation sont contrôlés, même s'il ne sont pas complètement maîtrisés». Les dernières hausses des produits alimentaires prouvent le contraire.

Barre peut édicter de nouvelles mesures de limitation des marges commerciales, il n'a guère les moyens d'appliquer une politique stricte dans ce domaine en période préélectorale. Aussi cherchera-t-il essentiellement à faire illusion et à rejeter sur la complexité des circuits de distribution la responsabilité de ses échecs.

(Lire page 5)

## Nouvelles propositions du CERES

En présentant de manière publique ses propositions à la veille de la convention nationale du PS, le CERES vient rappeler d'une part combien est fragile l'unité du PS, et d'autre part combien ses propositions vont dans le sens du projet du PCF.

Mitterrand, qu'il le veuille ou non, est obligé d'en tenir compte dans la définition de sa politique. Moins de cinq mois après le congrès de Nantes, un mois après la rupture de l'Union de la gauche, la nouvelle offensive du CERES place Mitterrand dans une position difficile.

(Lire page 6)

## La direction Sonacotra devant les tribunaux

Jeudi après-midi, à Paris, la direction de la Sonacotra comparait devant la Cour d'Appel de Paris, citée par le comité de coordination des foyers. Cette comparution est d'ailleurs bien tardive puisqu'elle est en lien avec une affaire qui remonte à mars 1975 : à cette époque déjà, la Sonacotra augmentait d'une manière illicite le prix des chambres de 7 %...

(Lire page 4)

## EDF contre un de ses fonctionnaires

Pour EDF, tous les moyens sont bons quand il s'agit d'étouffer les critiques contre le programme électro-nucléaire. Au début de l'été, elle avait tenté de censurer le film de Poljinski : «Nucléaire, danger immédiat». La fédération CFDT du gaz et de l'électricité vient de révéler que des pressions seraient exercées sur un haut fonctionnaire d'EDF, Louis Puiseux, pour qu'il démissionne ou demande sa mise en disponibilité. Motif : son livre à paraître : *La Babel nucléaire* n'est pas du goût de la direction d'EDF.

(Lire page 5)

## ENQUETE

● Dimanche 20 mars, 23 heures. Le deuxième tour des élections municipales vient d'être clos. Pendant un mois, les leaders des partis politiques lancés dans le cirque électoral courant d'Europe 1 au plateau d'Antenne 2, donnant rapidement une interview dans le taxi qui les mène à la rédaction de France Inter... Pour les auditeurs, pour les millions de travailleurs qui cherchent à comprendre ce qui peut changer dans leur vie après ces élections, cela s'était traduit par une présence ininterrompue de ces «hommes politiques».

Ce dimanche à 23 heures, quelques-uns d'entre eux étaient précisément réunis autour d'une table par Antenne 2, pour commenter «à chaud» le résultat des élections. Parmi eux, le porte-parole de Paris-Ecologie, Brice Lalonde. Il sort un poste à transistors de sa serviette, le pose sur la table et attend. Surprise, brouhaha... de ce poste MF sort une voix «One, two, three, Radio Verte, 7<sup>e</sup> arrondissement, la radio de votre quartier, spécial élections...»

Avec le sens de la publicité qu'on leur connaît, les écologistes venaient de porter devant des millions de téléspectateurs le problème de la libre expression locale. Une proposition concrète, après des centaines de discours électoraux sur la démocratie locale, la nécessité d'une confrontation locale...

L'idée était en l'air depuis un certain temps. En Italie, elle avait abouti à la création de plus de mille radios locales, quasiment toutes à vocation publicitaire. En France, des expériences avaient déjà été tentées lors de l'été 76, autour de Malville, sur le campus de Lille... Mais c'est bien à partir de ce moment-là, en plein dans cette période riche en rebondissements politiques qui va des municipales aux législatives, qu'a été largement saisi l'impact que pourraient avoir les radios locales, gérées par ceux qui travaillent et habitent un quartier, dans un village.

Mais depuis les quelques tentatives faites en mai dernier, et malgré la création de l'ALO (association de libération des ondes), rien n'est sorti et nombre de bonnes volontés qui, à l'époque, s'étaient mises au travail, se sont aujourd'hui découragées. Que s'est-il passé, que se passe-t-il ?

# Les radios locales



Jacques Thibault et Brice Lalonde, des Amis de la Terre, écoutent la deuxième émission de «Radio Verte» au siège de leur mouvement, le 16 mai 1977.

## RADIO-VERTE : LA TENTATIVE PARISIENNE

### Les différentes conceptions

Depuis déjà longtemps, un groupe dont les membres avaient quelques connaissances sur les procédés d'émission en modulation de fréquence, et sur les techniques radios, avait le projet de créer en France des radios libres. Non pas des radios pirates, émettant depuis des zones inaccessibles à la législation française (comme Radio Caroline, ou radio-pirate 101, qui émettaient depuis les eaux internationales et depuis le Jura suisse), mais des radios parallèles, prenant le contre-pied des radios officielles. Les tentatives précédentes étaient restées intéressantes, mais marginales. A l'occasion des municipales, le groupe voit une occasion de lancer en grand le projet. L'idée est simple : proposer aux écologistes une tribune radio. Puisque ceux-ci aiment surprendre tout le monde, cela devrait marcher.

Paris Ecologie est donc contactée. L'idée est séduisante, mais risquée. Et puis les leaders sont très occupés à ce que la campagne électorale soit effectivement lancée. L'idée n'est cependant pas abandonnée. Une conférence de presse faite entre les deux tours est retransmise par un émetteur, et le soir du deuxième tour des élections, les téléspectateurs écoutent, par ce truchement, la première émission de radio-verte.

Mais entre temps, les écologistes ont réfléchi à cette histoire de radios libres. Eux qui attachent

beaucoup d'importance à l'établissement de liens directs entre gens habitant un même endroit, qui reprochent à l'information de s'être complètement dépersonnalisée, qui pensent qu'on peut «tout de suite» réaliser des choses nouvelles, laissent parler leur imagination.

De radio verte, on en vient vite à des radios de quartier. «La radio du quartier annoncera l'arrivée d'un bulldozer là où aucun permis de construire n'a été délivré, signalera une flambée des prix anormale sur tel ou tel marché, indiquera les lieux de garderie pour enfants... Un groupe femmes pourra parler contraception, l'union locale des syndicats pourra expliquer le droit au travail...», expliquent les écologistes aux journalistes qui accourent à leur permanence.

Mais de la parole à l'acte, il y a un pas. Les groupes de quartier ont de la difficulté à se mettre en place. Et les bonnes volontés ont de la peine à savoir qui contrôle le processus, c'est-à-dire l'émission.

### Le coup de force

Alors que les groupes de quartier en sont encore à chercher à se coordonner, la seconde émission de radio-verte a lieu. Depuis l'appartement de M. Edern Hallier, en présence de quelques journalistes à qui on a promis de l'«exclusif», de Paris Match au Matin de Paris...

L'émission est faite de montages soigneusement réalisés. On entend Brice Lalonde, Jean-Marie Benoit, Pierre Vianson Ponté, un membre du groupe «interférences», Giscard d'Estaing, quelques «gags» radiophoniques pris à Europe 1... L'émission parle de ce que pourraient être les radios vertes, mais ne donne pas la parole aux groupes de quartier. Pour assurer la réussite de l'opération, très peu de gens avaient été prévenus. Mais le contenu de l'émission, son parti-pris de figuration technique, et surtout la personnalité de l'hôte de l'émission devaient susciter des réactions vives parmi les groupes de quartier, et les militants les plus attachés à de véritables radios de quartier.

Brice Lalonde, qui paraît-il a été prévenu à la dernière limite de l'émission, se fait fortement critiquer. «Nous ne sommes pas, en tant qu'écologistes, porteurs d'une ligne, par exemple politique, d'un programme que nous voudrions voir totalitaire. Nous n'allons pas asséner les grandes vérités écologiques, ou le programme écologique à tout bout de champ aux auditeurs», déclarait-il dans la première émission. Cela n'empêche pas beaucoup de militants écologistes de déceler chez lui un certain arrivisme.

### Le divorce des «techniciens»

Une seconde émission est pourtant préparée. La parole devrait être donnée aux groupes de quartier. Le «présentateur» de

la première émission expliquait, en conclusion d'une deuxième version de cette émission : «Il est évident que ces émissions ont été réalisées par un groupe restreint qui a assuré aussi bien les émissions que la diffusion. Il est évident que les quartiers ont très peu participé, que les contacts qu'on a eu avec les quartiers ont été beaucoup moins riches qu'on ne le pensait, que le travail qui a été fait dans les quartiers était très difficilement diffusable». Jugement sans appel que n'appréciaient pas beaucoup les groupes de quartier, d'autant qu'ils savent qu'on a allègrement taillé à coup de ciseaux dans les bandes qu'ils avaient enregistrées.

L'émission «quartiers» ne devait d'ailleurs jamais avoir lieu en raison de l'efficacité du brouillage mis en place par les autorités.

Le divorce s'était de toute façon produit entre ceux qui voulaient, sur le terrain, promener leur magnétophone, et ceux qui voulaient «assurer un minimum de qualité technique». Chez ces derniers, on n'hésite pas à qualifier les écologistes d'incapables et à dire que «les radios vertes de quartier sont chose trop sérieuse pour être laissée entre les mains des écologistes...»

### Quelle conception ?

La tentative de radio-verte avait soulevé un grand espoir. La volonté exprimée par certains de ses initiateurs de faire de vraies radios de quartier, où habitants,

travailleurs, associations, syndicats pourraient s'exprimer, la volonté de ne pas en faire un nouveau monopole, même pas écologiste, était éminemment positive, bien que, au sein même des Amis de la Terre, tous ne partageaient pas ces conceptions, de peur que le discours écologique ne soit plus l'objet des radios vertes.

Les idées allant dans le sens de radios «au service du peuple» (même si ce terme est peu prisé chez les écologistes) ne manquaient pas. Qu'a-t-il manqué pour que le projet se réalise ? On ne peut évidemment pas négliger le problème du monopole, et le brouillage systématique qui a bien refroidi les ardeurs. Mais ne manquait-il pas surtout la volonté de partir des besoins réels des masses, de demander aux habitants des quartiers populaires de Paris ce qu'ils attendent de radios libres ?

Il est d'ailleurs remarquable que l'un des arrondissements où le projet, avait le plus avancé, si l'on excepte le 18<sup>e</sup>, relativement autonome, était le 7<sup>e</sup> arrondissement ! Pour quel public ?

La volonté de ne pas se marginaliser, de ne pas tomber dans une radio exclusivement «revendicative» est fort compréhensible. Mais lorsqu'elle aboutit à ne faire parler que des personnalités, à privilégier la qualité technique, et à ne même pas se demander à qui seront destinées les émissions, n'est-elle pas déviée ?

Par Eric BRÉHAT

## LUTTES OUVRIERES

Budget PTT 78 :

## AUGMENTATION DES SALAIRES DE 6,6 % ! BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT POUR LES POSTIERS

Le budget concernant les PTT vient d'être discuté à l'assemblée nationale. Ce secteur se voit attribuer pour l'année 1978 une somme de 75 milliards de francs. C'est de fait, le plus important budget, en chiffre, de tous les budgets civils d'État qui ont été discutés jusqu'ici. Mais c'est bien entendu en examinant en détail les utilisations qui vont être faites de cette somme qu'on peut mesurer à qui en fait elle va profiter. Pour les postiers, ce sera la continuation des bas salaires, de l'augmentation de la charge de travail, c'est un budget contre les travailleurs des postes.

Sur les 75 milliards de ce budget, 27,4 milliards seront consacrés à l'investissement dont 25,8 milliards pour les télécommunications, lequel secteur est, on le sait, dirigé par les trusts qui ont nom ITT, IBM, Thomson CSF. Ces trusts imposent les prix qu'ils veulent sans aucun contrôle bien sûr de l'État capitaliste : la taxe de base du téléphone a augmenté de quelques 16% en 1973, de 20% en avril 1977. Et il est prévu de nouvelles hausses... en mars 78, comme par hasard.

Et les postiers dans tout cela ? En ce qui concerne leurs salaires, le gouvernement Barre, toujours au nom de la «lutte contre l'inflation» dont on connaît les résultats, a fixé leur «hausse», à 6,6% comme d'ailleurs à tous les fonctionnaires. Autrement dit, avec le rythme actuel d'inflation que rien ne dit qu'il va s'arrêter de sitôt, les postiers savent déjà que leur salaire baissera au bas mot de... 4% !

Le budget 78 des PTT parle aussi de l'emploi. Il prévoit la création de 14 600 postes. Beaucoup

de remarques sont à faire à propos de ce chiffre. D'une part, c'est, selon le syndicat CGT des postes, 50 000 emplois nouveaux qu'il faudrait créer au minimum rapidement pour mener les conditions de travail à peu près normales. Rappelons que cette revendication est avancée depuis plusieurs années. Ensuite, sur les 14 600 créations d'emplois proposées, le gouvernement ne

dit pas qu'il faut soustraire le chiffre de 7 000 emplois, 7 000 étant le nombre de vacataires embauchés récemment et qui seront jetés à la rue, au plus tard, au mois de juin 1978. Sur les 7 000 emplois restant, la plupart ressembleront, en outre, par maints aspects aux vacataires, puisqu'ils seront auxiliaires, donc sous-payés.

Ces quelques milliers d'emplois supplémentaires loin de permettre d'assurer un meilleur service aux usagers, ne serviront qu'à boucher quelques trous, par trop visibles surtout en certaines périodes (vacances, fêtes...). En effet, parallèlement aux «créations d'emplois», le budget 78 ne fait que confirmer l'abandon de secteurs postaux jugés «non rentables» telle la suppression de la

deuxième distribution dans les villes de moins de 50 000 habitants.

En outre, aucune assurance n'est donnée (et pour cause) sur l'arrêt des fermetures des bureaux-postes qui sont légion depuis quelques années (2000 dans les villages jugés les «plus reculés»), ni sur celles des bureaux de recette-distribution (500 fermetures pour les mêmes raisons). Dégradation du service pour les usagers, dégradations des conditions de travail et de salaire pour les postiers, voilà résumé ce budget. Les postiers ne sauraient accepter encore longtemps cette situation. En deux mois, plus de 40 mouvements de grève les plus divers ont eu lieu dans les postes.

Richard FEUILLET



Le budget PTT 78 : baisse des salaires, quelques milliers de «postes» en plus pour boucher les trous.

Nanterre

### Igla : reprise après 24 jours de lutte

Igla, une petite usine de récupération de vieux cartons est en grève à Nanterre depuis le 10 octobre. Le mercredi 2 novembre, les ouvriers ont repris le travail, après 24 jours de lutte. Alors qu'ils réclamaient 3 F d'augmentation de l'heure, (17 F de l'heure pour les chauffeurs au lieu de 14,13 F de l'heure pour les livreurs au lieu de 10 F, 12 F de l'heure pour les trieurs), le patron n'a accordé qu'une augmentation de 40 centimes de l'heure, et a légalisé la prime de 50 F qu'il donnait chaque semaine sous la table. En ce qui concerne la revendication du 13<sup>e</sup> mois, le patron accorde 500 F pour les manœuvres et 700 F pour les chauffeurs à la fin de l'année. Quant aux cinq licenciements, pour motif économique, prononcés en pleine grève, et alors que les horaires étaient de 55 heures, ce qui prouverait que le travail ne manquait pas, seulement 3 de ces licenciements sont annulés.

### Pellet (usine de jantes de vélos) : évacuation exigée par le tribunal

C'est le mercredi 2 novembre à 15 heures que le tribunal de référés de Nanterre devait signifier aux travailleurs son jugement jusqu'à samedi matin 9 heures pour évacuer l'usine, et le tribunal se déclare incompetent en ce qui concerne les 3 licenciements, il renvoie donc cette question devant le tribunal des Prud'hommes. Devant l'usine, la colère des travailleurs était grande après le jugement, face aux 7 non-grévistes entourés des chefs, qui clamaient : «On a gagné, la liberté du travail est protégée». Mais cette «liberté du travail», on sait bien ce qu'en pense l'immense majorité des travailleurs de Pellet, qui ont inscrit sur les portes de l'usine : liberté du travail = liberté du patron pour exploiter ses ouvriers. Aujourd'hui, ce qui est mis à nu, c'est le véritable visage de cette justice qui se veut neutre. Pour chaque ouvrier, cette justice c'est bien celle des patrons. Mais les travailleurs invectivaient aussi le fils du petit patron de gauche de l'usine Pellet. En effet cet individu, dont il se dit dans tout Nanterre qu'il serait au PCF est arrivé le premier devant l'usine pour annoncer aux cadres et non grévistes, les résultats du jugement. Se dirigeant à l'intérieur des locaux pour tenir une assemblée générale, les travailleurs lui criaient : «Le PCF qui envoie les flics contre les travailleurs, c'est du beau !». Voilà où mène l'alliance avec les petits patrons. Un avant goût de 78 ? En tout cas, les travailleurs de Pellet ne semblent pas avoir dit leur dernier mot.

Correspondant Nanterre

Centre de vaccination d'Air France

## LES INFIRMIÈRES EN LUTTE

Depuis plusieurs années, les infirmières du centre de vaccination d'Air France à Maine Montparnasse se plaignent de leurs conditions de travail, à la direction qui fait la sourde oreille. Après l'ouverture du centre le samedi, décidée contre l'avis des infirmières, des organisations syndicales et du comité d'établissement, les conditions de travail se sont encore dégradées, essentiellement par manque d'effectifs statutaires. A ce sous-effectif viennent s'ajouter différents problèmes que la direction s'est toujours refusée à résoudre : exigüité des locaux, conditions déplorable de l'accueil des passagers, créant au personnel chargé de cet accueil des difficultés et rendant leur tâche particulièrement pénible, conditions d'hygiène du service d'accueil, vaccinations insuffisantes, absence de vestiaires, de salle de repos. Cette situation en-

gendre des tensions et un climat que ne peut accepter le personnel : pauses minuitées, difficultés faites aux agents pour se déplacer dans l'immeuble pour utiliser les différents services mis à la disposition du personnel, suppression du poste téléphonique à l'usage des agents. Les infirmières refusent que cette situation se prolonge davantage, aussi bien du point de vue de leurs intérêts propres que de ceux de la clientèle qu'elles sont chargées d'accueillir. Aussi, à l'appel de l'ensemble de leurs organisations syndicales, elles ont fait un premier arrêt de travail le lundi 24 octobre 77. C'est un avertissement pour la direction. Les infirmières n'entendent pas en rester là, elles sont bien décidées à obtenir satisfaction.

Les sections de Paris des syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC

### Paris : Caisse d'Assurance maladie : «compromis acceptable»

La grève des informaticiens de la caisse primaire d'assurance maladie de la région parisienne a pris fin. Commencée le 28 septembre dernier, elle aura duré plus d'un mois. L'Assemblée générale de vendredi dernier s'est prononcée pour accepter le compromis présenté : la direction a reculé sur un certain nombre de points : les examens de sélection seront supprimés, un jour de repos compensateur est accordé pour deux mois de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite est à l'étude, une commission examine la question de l'intégration des heures de nuit dans le salaire.

Par ailleurs, les fédérations CGT et CFDT de la sécurité sociale appellent à «une journée d'action, le 4 novembre, allant jusqu'à l'arrêt de travail de 24 heures», pour protester contre les atteintes au droit syndical et les sanctions dont sont victimes les délégués de Reims.

Tribune libre



Faillite à droite, cassure à gauche

### QUE FAIRE POUR 78 ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste  
expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

### Caisse primaire de Reims : manifestation contre les sactions

Les employés de la Caisse Primaire de Reims manifestaient mercredi soir devant le siège, avec le soutien des syndicats pour protester contre les sanctions infligées à 8 délégués syndicaux.

### Situation dramatique de l'emploi dans le Gard

Une vague de licenciements vient d'être annoncée dans le Gard : à Ugine Acier, à l'Ardoise, dans les 9 entreprises d'Eminence, chez Martini & Rossi à Beaucaire, chez Vallourec à Bessèges, à la CCIM. Ces nouveaux licenciements s'ajoutent à la liste de ceux prévus chez Rey à Manovel, à la Céramique d'Alès, à la liquidation du bassin minier des Cévennes, et aux menaces sur le dépôt de Nîmes. 10 000 personnes environ sont touchées par ces licenciements.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## LUTTES OUVRIERES

Dubigeon : sur la suite à donner au mouvement

## LA CFDT A CONSULTÉ LES TRAVAILLEURS

Mercredi matin, comme prévu, la section CFDT de Dubigeon (Nantes) appelait les travailleurs grévistes à se prononcer par un vote sur la poursuite ou non de la lutte, après avoir fait savoir qu'elle était pour sa part favorable à la reprise.

Les arguments mis en avant par la CFDT pour cette solution sont notamment qu'au bout de 56 jours de grève, aucun recul n'a été imposé à la direction des chantiers alors que parallèlement, 12 millions de collectes financières seulement ont été obtenues pour tenir, ce qui fait 120 francs par gréviste. Elle souligne d'autre part à juste titre la nécessité

d'une lutte d'ensemble des chantiers navals touchés par la restructuration. Or, rien n'a été fait pour s'y engager. Lors de la journée d'action de la navale, le 20 octobre, la CGT n'appelait à la grève ni à la Ciotat, ni à la Seyne. La CGT de Dubigeon en tout cas, qui n'appelait pas au vote, a déclaré : « Il n'y a aucune concession de la direction... Rentrer aujourd'hui, c'est abandonner toute chance d'avoir des garanties sur l'emploi... Rentrer aujourd'hui, c'est rentrer à genoux et ce serait une défaite pour tous ceux de Dubigeon pour tous les travailleurs de la métallurgie nantaise » pour appeler finalement à la poursuite du mouvement. Le vote a donné les résultats suivants : 547 pour l'arrêt de la grève, 163 pour sa poursuite. Il faut toutefois souligner qu'il y a près de 1 200 travailleurs aux Chantiers et qu'au moins 400 ont refusé de voter dont un certain nombre de militants CFDT.

Ces derniers ne veulent pas dire de la sorte : oui à la continuation de la grève mais avec des certitudes de gagner, donc en en prenant les moyens ? Telle est bien la question.

Égoutiers parisiens

## La grève reconduite

Mercredi matin, après le long week-end de la Toussaint, les égoutiers parisiens se sont retrouvés une nouvelle fois à la Bourse du Travail à Paris, en assemblée générale, pour constater que le moral était bon chez la plupart. Et pour cause : le nombre des grévistes n'a fait que s'étendre durant ces quelques jours. Les égoutiers ont donc voté à l'unanimité la reconduction de leur mouvement.

Ils devaient en outre décider pour la journée du lendemain, jeudi, une nouvelle manifestation, plus importante que les précédentes, puisqu'elle devait partir de Bastille pour se rendre à l'Hôtel de Ville où les représentants syndicaux demanderont à nouveau à être reçus par la mairie chiraquienne. Une réunion devait d'ailleurs avoir lieu mercredi soir avec celle-ci.

Les égoutiers, au terme de leur manifestation, devaient se rendre au cimetière du Père-Lachaise. Ils n'oublient pas leurs camarades qui sont morts à la tâche du fait des conditions de travail qui règnent dans les égouts, conditions de travail dont ils demandent l'amélioration.

Durant la journée, les grévistes ne restent pas inactifs : depuis plusieurs jours, ils distribuent des tracts de popularisation et organisent des collectes financières auprès de la population.

Lutte jusqu'à satisfaction des revendications !

## CGT-CFDT-FEN : QUELLE ACTION NATIONALE ?

Dans sa conférence de presse de lundi, la CFDT annonçait que des contacts étaient pris avec la CGT et la FEN en vue d'une action nationale, « pour redonner confiance aux travailleurs » dans une situation politique marquée par le poids de la rupture à gauche, mais aussi par un certain renouveau des luttes, dans quelques secteurs.

L'Humanité de mercredi répond en écho, en citant Henri Krasucki, secrétaire de la CGT, qui avait déclaré la semaine dernière : « La recrudescence des actions ces derniers temps nous amène à considérer que le moment est venu de donner une suite à la journée nationale du 24 mai. »

Quelle sera cette action nationale ? Un nouveau 24 mai ? Il faut bien pourtant se dire que cette journée-là n'a pas laissé de souvenirs impérissables, et n'a débouché sur rien, après les dizaines de journées d'action morcelées qu'elle était

Compagnie générale de transports à Nice

## GREVE CONTRE LES LICENCIEMENTS ÉCHEC DE LA TENTATIVE D'EXPULSION

La Compagnie générale des transports est une entreprise de transport et de levage (grues). Depuis le 14 octobre, les déménageurs et les grutiers sont en grève : le patron, paternaliste, tentait depuis plusieurs années de les endormir avec des boniments. Mais de 80 il y a quelques années, l'effectif est aujourd'hui descendu à 45.

L'ensemble des ouvriers, avec la jeune section CFDT, a réagi notamment contre des licenciements : un candidat délégué du personnel et un ouvrier menuisier dont le secteur de travail est supprimé se retrouvent à la porte sans même que le CE ait été avisé.

De plus, le patron, alors qu'il existe un collège unique, veut créer deux collèges (cadres et ouvriers). Il a présenté un cadre dans le collège unique afin d'obtenir la majorité au Comité d'Entreprise. Il embauche aussi des intérimaires, fait travailler de plus en plus de sous-traitants et vise, si le personnel diminue encore, à supprimer le Comité d'Entreprise qui n'existe que par la proportion de travail des intérimaires en plus des 45 employés. Le patron supprime aussi d'autres avantages : la maladie qui était payée intégralement au bout de cinq ans de maison... Le prétexte : « Ce n'est pas un droit acquis ». Les travailleurs réclament une augmentation de salaire de 5 %, le maintien du collège unique aux élections des délégués du personnel et du Comité d'Entreprise, l'annulation immédiate des licenciements annoncés, le maintien des avantages en

cas de maladie, la réduction du temps de travail de 44 heures à 40 heures, le paiement des jours de grève.

Le patron a répondu mercredi 2 novembre qu'il ne reviendrait pas sur les licenciements, ni sur la question du double collège. Il « donne » 3 % d'aug-

mentation ce qui était de toute façon prévu dans le plan annuel. Quant aux 2 % que les syndicats réclament pour les salaires inférieurs à 3 200 F, pas question.

Enfin, il veut imposer, lorsque les transporteurs sont chez les clients, le demi-salaire pour les heures « d'attente ». Il a essayé de faire évacuer les grévistes de l'entrepôt et des locaux sous le prétexte d'une grue soit disant volée ! En vain... le tribunal n'a pas suivi. Cette grue prêtée paraît-il à titre gracieux, à la société SPADA, n'a pas été récupérée par les travailleurs qui en ont pris la décision en assemblée générale. Encore un moyen de les accuser ! Le secteur douane de la compagnie géné-

rale a également soutenu les ouvriers par une grève d'un jour.

Le patron, lors des premières discussions, a montré cyniquement un chèque de 40 millions aux négociateurs en leur disant « au revoir, rendez-vous dans un mois ». Les travailleurs ont clairement compris que la lutte allait être longue et qu'il fallait se préparer à élargir le soutien en allant discuter avec les autres entreprises de leur lutte, en prenant en compte les problèmes financiers et familiaux qui se posent. Les ouvriers de la zone industrielle, dont ceux d'Alexandro, en lutte il y a quelques mois, ont effectué une collecte lundi après la paye et aidé à la mobilisation.

Corras, Nice

## LA SONACOTRA «IGNORAIT LA LOI»

Procès le 4 novembre

Le 2 juin 1977, le Comité de coordination des foyers SONACOTRA en grève, en la personne de cinq de ses membres, déposait une plainte pour prix illicites contre la Société SONACOTRA.

En effet, la SONACOTRA a délibérément, tous les six mois (dans certains cas tous les trois mois), pendant plusieurs années, imposé des augmentations des tarifs journaliers, enfreignant en cela la réglementation en vigueur en matière de prestation de services, dans le seul souci de faire des bénéfices sur les résidents et « rééquilibrer sa gestion ».

Nous ne sommes pas responsables de la mauvaise gestion de la SONACOTRA !

Du 31 décembre 1971 au 1<sup>er</sup> mars 1975, les taux de prestation de services devaient être bloqués. Une augmentation de 3,5 à 4 % était permise après mars 1975 (cf. arrêté...). Or, les calculs permettent d'établir que pendant cette période et au-delà, la SONACOTRA a procédé à des augmentations allant jusqu'à 7 %.

Le 12 septembre 1977, après 15 mois d'instruction, le juge Colonna ordonne le non-lieu, refusant ainsi de condamner la sonacotra, sous le prétexte aberrant de l'ignorance par la SONACOTRA de l'existence de la loi.

Comment la SONACOTRA, société ou l'Etat siège par trois ministères (de l'intérieur, des finances, du travail), peut-elle ignorer l'existence d'un arrêté de ces mêmes ministères ?

Comment un juge peut-il invoquer l'ignorance d'une loi pour refuser de con-

damner une infraction délictueuse et dont toutes les preuves sont faites ?

Cela montre une fois encore la collision « Etat-Sonacotra-Justice » pour réprimer les travailleurs et les enfoncer toujours plus dans l'exploitation capitaliste.

Mais nous pensons qu'à l'intérieur de l'appareil judiciaire, sans nous tromper sur sa vraie nature de classe, nous pouvons encore lutter et gagner, grâce au soutien de tous les travailleurs et des forces démocratiques de France pour imposer nos droits.

C'est pourquoi nous avons demandé appel à cette décision, et la plainte

sera rejugée le 4 novembre 1977 à 14 h à la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris.

Les résidents, les travailleurs français et immigrés et l'ensemble des forces démocratiques de France doivent se mobiliser. Il dépend d'eux que la justice recule, que les résidents des Foyers SONACOTRA et l'ensemble de la classe ouvrière fassent triompher leurs droits et que la SONACOTRA soit condamnée.

COMMUNIQUÉ DU  
COMITÉ DE  
COORDINATION  
DES FOYERS  
SONACOTRA EN GREVE

Schlumberger (Reims) :  
contre les licenciements

## Les travailleurs manifestent à Paris

Depuis quelque temps, les travailleurs et travailleuses de l'entreprise Schlumberger (fabrique de compteurs électriques) de Reims ont à faire face à diverses mesures de la direction : augmentation des cadences de 10 %, licenciement des travailleurs intérimaires, pièces et machines qui sont démantelées dans une autre usine du groupe, à Abbeville, mesures de chômage annoncées récemment. Nombre de ces attaques contre les travailleurs ont un point commun : elles laissent présager des suppressions d'emplois à court terme.

Mais avec leurs sections syndicales CGT et CFDT, les travailleurs ont décidé de réagir. Ce jeudi, ils effectuaient leurs premiè-

res mesures de riposte : une délégation massive de travailleurs devait se rendre à l'usine Schlumberger de Montrouge, dans les Hauts-de-Seine, où les organisations syndicales devaient tenir une conférence de presse à 10 heures 30. L'après-midi, les mêmes travailleurs se rendaient au Ministère du travail pour exiger d'être reçus.

Ces premières actions portent un coup aux affirmations récentes de la direction, comme quoi les travailleurs de Schlumberger seraient « d'accord » pour chômer, être mutés ou licenciés. C'est ce que la direction appelle le « consensus social ». Il vient de voler en miettes, pour autant qu'il ait existé !

Conseil interministériel sur la hausse des prix

# INFLATION DE MESURES ANTI-INFLATION

Il y a quatre mois, un conseil des ministres adoptait, à l'initiative de Barre, une longue série de mesures destinées à s'attaquer aux « causes structurelles de l'inflation ». Dans ce catalogue de plusieurs dizaines de mesures, la plupart des aspects de l'économie susceptibles selon les experts bourgeois de provoquer la hausse des prix et l'inflation étaient passés en revue, et des réformes adoptées pour contrecarrer les facteurs de hausse. A l'issue de ce conseil des ministres du 23 juin 1977, Barre annonçait que « l'indice des prix de mai serait nettement moins élevé que celui d'avril (+ 1,3%). Mai a amorcé le mouvement de décélération que nous attendons ».

La publication de l'indice de septembre : de 0,9 % fait bien au contraire apparaître une persistance de la hausse des prix au dessus du niveau que souhaiterait retrouver le gouvernement, à l'approche des élections.

L'indice officiel de la hausse des prix qui minimise la hausse véritable telle que la supportent les travailleurs révèle dans son détail que les plus fortes hausses concernent les produits alimentaires : + 14,8 % pour l'ensemble des produits sur un an,

dont 44,5 % pour les boissons non alcoolisées, + 26 % sur les fruits et légumes en passe de devenir un véritable luxe, + 15,8 % sur les produits de la pêche, + 12,3 % sur les corps gras et le beurre. C'est précisément ces hausses qui inquiètent le gouvernement qui voudrait que pour les mois prochains les prix des produits alimentaires augmentent moins vite. La plupart des mesures adoptées au cours du conseil interministériel de mercredi qui ne seront con-

nues que dans la journée de jeudi porteront vraisemblablement sur les circuits de distribution de ces produits.

A quelques mois des élections, le gouvernement a intérêt à présenter un ralentissement de la hausse des prix pour faire bonne figure. Barre n'a-t-il pas fait de ce point un des axes de son plan. La politique d'austérité prenait appui pour se justifier sur le ralentissement de la hausse des prix. Or, les travailleurs ont vu les salaires stagner, alors que les prix continuaient de monter malgré les promesses gouvernementales. Il sera difficile au gouvernement de ne pas laisser apparaître comme un échec une poursuite de la hausse les prochains mois. Pour des raisons électorales évidentes et pour pouvoir continuer à donner des arguments à sa limitation des salaires, le gouvernement doit absolument limi-

ter la hausse des prix.

## LES MÊMES MESURES QU'EN JUIN

La difficulté pour lui, c'est que pour une part, il ne maîtrise pas, ou mal, les mécanismes des circuits de distribution des produits alimentaires et qu'il n'a pas véritablement les moyens politiques d'une pression sur les marges des commerçants.

Les mesures adoptées au mois de juin dernier sont ainsi restées sans effet. Le blocage de principe des marges sur les fruits et légumes n'ont absolument pas ralenti leur hausse. Ce sont pourtant des mesures du même type qui seront annoncées jeudi. On s'attend notamment à ce que certaines marges commerciales soient limitées, à l'annonce de mesures de rationalisation des structures des circuits de distribution et à la nomination à la tête du marché de Rungis de Arrighi de Casanova, ancien directeur de la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Que peut-on attendre de telles mesures ? La limitation des marges a déjà été appliquée sans résultats. Le gouvernement n'osera pas s'en prendre aux commerçants qui restent un de ses meilleurs réservoirs électoraux. Dans la période, il ne peut prendre le risque de provoquer leur mécontentement, il est donc peu probable que des contrôles stricts soient effectués sur leurs bénéfices. Pour ce qui est du MIN de Rungis, il est bien connu que c'est le royaume de la combine frauduleuse depuis sa création. Au nez et à la barbe des fonctionnaires de la Direction des prix, les grossistes s'y livrent impunément à tous les trafics. Il est par exemple impossible de vérifier les prix, ceux-ci ne sont pas affichés, bien qu'un système ultra-moderne d'affichage électronique ait été installé.

Enfin le gouvernement envisagerait d'assouplir l'application de la loi Royer qui freine l'installation de super-marchés. Un tel assouplissement ne peut avoir d'effets qu'à long terme et s'il permet effectivement de rayer de la carte un certain nombre de petits commerces, il ne peut avoir qu'un impact très limité sur le niveau des prix des produits alimentaires.

Les nouvelles mesures gouvernementales ne paraissent donc pas susceptibles de limiter réellement les hausses des prix au cours des prochains mois. Cet échec du gouvernement Barre pèsera lourd dans la balance lors des prochaines élections.

Serge LIVET

## USA : crédits pour le surrégénérateur

Après la Chambre des Représentants, le Sénat a voté le déblocage de 80 millions de dollars pour la construction du surrégénérateur de Clinch River. C'est un nouvel échec pour Carter, qui voudrait arrêter la construction de ce type de centrale.

## Des meubles pour le France

M. Ojeh, le nouveau propriétaire saoudien du «France», vient d'acquérir la collection de meubles anciens «Wildenstein» pour la somme de 100 millions (de nouveaux francs). Meubles et œuvres d'art de cette collection seront présentés à bord du «France» qui doit être aménagé en hôtel et ancré près des côtes de Floride.

## Les CLAJ jettent les bases d'un «manifeste de la jeunesse populaire»

Réunis à Cheillé, les militants du CLAJ ont décidé de préparer un «manifeste de la jeunesse populaire». «Les CLAJ doivent avoir une doctrine. Personne ne le fera à notre place. Il suffit pour s'en rendre compte d'observer le fossé qui se creuse entre les organisations politiques et syndicales et la masse de la jeunesse populaire», précise l'appel lancé à l'issue de la réunion. Le manifeste, enrichi par les contributions des militants, sera présenté aux «partis politiques engagés dans la bataille du socialisme».

## Contrôles par rayons X sur les aéroports

Le Journal Officiel du 26 octobre consigne la réponse de Simone Veil au sujet des contrôles par rayons X des aéroports dans le cadre de la «surveillance anti-terroriste».

«La détection par les rayons X n'est utilisée sur les lignes internationales que pour la détection des objets dans les bagages et en aucun cas pour les passagers aussi bien en France qu'à l'étranger» affirme S. Veil. Ceci veut être une réponse (plus de six mois après) aux questions formulées par un comité d'experts de l'OMS qui soulignaient les dangers des rayonnements pour les voyageurs. S. Veil a précisé que pour les personnes, des appareils de radio-détection à rayonnement électromagnétique étaient utilisés. Une affirmation trop catégorique pour pouvoir rassurer. Qu'attend donc l'aéroport de Paris pour faire visiter ses installations de «détection» au public ?

## Boycottage du Congrès de cancérologie

Un mouvement de boycottage du deuxième Congrès International (qui doit se tenir en Octobre 78 à Buenos Aires) se dessine dans plusieurs pays. Une pétition signée de plusieurs prix Nobel américains précise : «Des scientifiques, des médecins, des universitaires, des journalistes parmi de nombreux citoyens argentins sont arrêtés et emprisonnés, torturés et exécutés sans procès. Notre participation au Congrès de cancérologie serait une caution tacite à de telles actions si le pays d'accueil était l'Argentine».

Tribune libre



FR3

Faillite à droite, cassure à gauche

### QUE FAIRE POUR 78?

Le Parti Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste  
expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40



EDF contre un de ses hauts fonctionnaires

## LA PEUR DES MOTS

La fédération CFDT du gaz et de l'électricité a révélé mercredi qu'un cadre d'EDF serait actuellement soumis à diverses pressions l'incitant à démissionner ou à demander sa mise en disponibilité. Louis Puiseux, responsable des études économiques à EDF est sur le point de publier un livre *La Babel nucléaire* dont le point de vue n'est pas ce que souhaiterait EDF.

«Voyant l'un des siens contester publiquement ses choix nucléaires, la direction EDF se laisse emporter par la chasse aux sorcières», déclare la CFDT, dénonçant cette «atteinte à la liberté d'expression».

La colère d'EDF est d'autant plus grande que Louis Puiseux, tout en étant considéré comme d'«aile gauche» de Boiteux, le directeur d'EDF, n'en était pas moins reconnu jusqu'ici comme un élément sûr : il avait publié après la guerre du Kippour un livre : *L'énergie et le désarroi post-industriel* qui servait de référence au sein d'EDF.

Rappelons que celle-ci n'en est pas à son coup d'essai en matière de lutte contre les ouvrages qui lui sont défavorables. Elle avait, au début de l'été, par l'intermédiaire d'un de ses hauts fonctionnaires, Bienvenu, tenté de censu-

rer le film de Serge Poljinski : «Nucléaire, danger immédiat.»

EDF, de son côté, dément bien sûr avoir exercé la moindre pression sur Puiseux : seule aurait été évoquée avec lui la possibilité qu'il «consacre tout son temps à l'université» (Louis Puiseux est chargé de conférence à l'École des Hautes Études en Sciences sociales depuis 1973).

Il reste maintenant à attendre la sortie (prochaine) du livre, pour connaître la nature exacte des critiques portées au programme électro-nucléaire, qui ont suscité l'inquiétude d'EDF.

## La CGC et les mesures en faveur des jeunes

Marchelli, président de la fédération CGC de la métallurgie, lors d'un meeting à St-Etienne (Loire) a abordé la question des mesures gouvernementales sur l'embauche des jeunes. Il a notamment déclaré : « On crée artificiellement des emplois... Ces jeunes se retrouveront au «réfrigérateur» jusqu'en avril et au chômage ensuite. C'est une politique astucieuse pour masquer le chômage et fausser les données statistiques... Et pendant ce temps les salaires sont pratiquement bloqués. Il ne s'agit plus d'une augmentation du pouvoir d'achat mais d'une baisse. Puisque la CGC le dit elle-même, c'est sûrement que c'est vrai !

## Démocratie Française se démocratise

Le chef d'œuvre de Giscard, que tout le monde avait déjà oublié, va faire sa réapparition, sous forme de livre de poche ; à 5 F l'exemplaire, pour essayer d'en vendre plus. La seule innovation n'est pas dans le texte, elle est dans la couverture : cette couverture sera la photo officielle du président de la République. Comme cela, les présentoirs des rayons livres des super-marchés s'ornent d'une affiche électorale supplémentaire.

## Bonnet : « Sans trêve ni faiblesse »

A l'occasion de l'examen de son budget, Bonnet, ministre de l'Intérieur, a déclaré jeudi matin à *France Inter* : « Tout sera mis en œuvre, je le dis à l'intention de Monsieur Schmidt, par une adaptation à de nouvelles tâches et une mobilité accrue des personnels, pour empêcher une minorité violente de mettre la terreur au service de leurs idées et de leurs intérêts. Chacun doit savoir que, dans le cadre des directives données par le président de la République, le gouvernement fera face sans trêve ni faiblesse aux devoirs de sa charge, trouvant pour seule limite à sa détermination le respect de la loi républicaine, et puisant dans le courage et l'efficacité des forces de sécurité le plus précieux des atouts. »

# ● NOUVELLES PROPOSITIONS DU CERES

# ● NOUVELLES ÉPINES POUR MITTERRAND

● A la veille de la Convention nationale du Parti socialiste des 5 et 6 novembre, qui doit définir la ligne à suivre pour le PS, le CERES vient de faire connaître ses propositions, et par là même manifester à nouveau ses divergences avec la direction mitterrandiste.

Au lendemain du Congrès de Nantes, nous avons dit dans ces colonnes combien les vœux d'unité dans le PS, avec la suppression de l'organisation autonome des tendances, était un vœu pieux, et sans aucune chance de mise en application. Le CERES vient le prouver en remettant à Mitterrand un « memorandum » où il exprime ses multiples griefs sur la vie interne du PS. La démarche même du CERES qui a rendu public ses propositions, avant même que la direction du PS en ait débattu, montre que la minorité escompte peu qu'elles soient adoptées par la convention du 5 et 6 novembre. Mais il s'agit pour le CERES de prendre rendez-vous pour l'avenir.

Les nouvelles propositions que le CERES vient de faire pour tenter de renouer les fils de la gauche désunie viennent à point pour montrer la fragilité de l'unité interne du PS aujourd'hui, fragilité qui pèse lourdement dans la définition de la ligne politique du PS. Qu'il le veuille ou non, Mitterrand doit tenir compte du CE-

RES ; une division, fut-elle minime, de son parti risquent d'avoir des conséquences catastrophiques au niveau électoral. Ajoutons à cela que si ce même Mitterrand n'hésite pas à essayer de jouer sur les contradictions internes du parti de Marchais, le PCF n'est pas en reste : tentatives de débauchages (parfois réussies comme à Thionville) de militants du CERES, et complaisance pour ce groupe dans les colonnes de *l'Humanité*.

### PLUS DE NATIONALISATION

Le moins que l'on puisse dire des nouvelles propositions du CERES est qu'elles ne risquent pas de mécontenter le PCF. Qu'on en juge : en ce qui concerne le point clé des nationalisations, le CERES demande qu'aux 289 entreprises que le PS est d'accord pour nationaliser s'en ajoutent 22 autres : chiffre apparemment mineur, mais qu'il faut mettre en rapport avec l'importance des entreprises proposées : par exemple l'institut Merieux, la compagnie Ericson, la CGE-Als-

thom, Naphtachimie, Davum, la Cellulose du pin, la Compagnie générale de radiologie, etc...

Autant d'entreprises ayant un poids économique important, et pour ne prendre l'exemple de Naphtachimie et d'Ericson, ou la CGT est particulièrement forte.

Le CERES propose en outre que la participation de l'Etat dans la sidérurgie soit supérieure à 70 % dès les premiers jours d'un gouvernement de gauche, et que la nationalisation soit automatique au bout de deux ans. Le PCF souhaite quant à lui que la sidérurgie soit nationalisée immédiatement. Dernière série de propositions, concernant les salaires et les impôts : le CERES demande à ce que l'éventail des revenus soit rétréci fortement de manière à avoisiner un encart de 1 à 5 ; quant aux impôts sur les entreprises, le CERES propose que l'impôt sur les sociétés aillent plus loin que l'imposition de l'actif, ce que propose le PS, pour aller vers une imposition plus globale, ce que propose le PCF.

Voilà comment Chevènement et les siens entendent résorber la crise de la gauche : en cherchant à ce que le PS reprenne à son compte une bonne part des propositions du PCF en matière de Pro-

gramme commun. Pour la majorité mitterrandiste, la démarche du CERES est non seulement inopportune actuellement, puisque de toute évidence le PCF n'est pas prêt, d'ici la conférence nationale de janvier, à prendre en compte des propositions nouvelles quelles qu'elles soient ; mais en plus elle est vraiment déplacée en plaçant au pied du mur la direction du PS.

On s'en doute, il y a bien peu de chance que la Convention nationale du week-end prochain entérine ses propositions. Il n'empêche que cette initiative est lourde de conséquence : elle réaffirme qu'il existe au sein du Parti socialiste une opposition non négligeable, et qui, malgré la polémique actuelle, se rapproche des positions du PCF. Au moment où Mitterrand exhorte ses troupes à la bataille, au moment où il tente de renforcer la cohésion de son parti l'offensive du CERES, vient à point pour rappeler au leader du PS que sa marge de manœuvre n'est finalement pas si grande que ça. Du côté de la place du colonel Fabien, on doit avoir le sourire : c'est un point supplémentaire pour le PCF dans sa lutte au couteau avec son «allié» socialiste.

Nicolas DUVALLOIS

## Budget du Ministère de l'Intérieur

# LES TENTACULES DE BONNET

● Les députés prennent du retard. A l'ordre du jour de l'Assemblée nationale figurait en effet pour mercredi l'examen des budgets du ministère de l'Intérieur, ainsi que celui des «départements d'outre-mer». En fait, la journée de mercredi aura été consacrée aux «questions orales», ce petit jeu qui consiste pour les députés à questionner le gouvernement pour se voir donner des réponses on ne peut plus vagues, puisque les experts des cabinets n'ont pas eu le temps de préparer les réponses ministérielles... Le jeu de mercredi a encore été plus truqué que d'habitude, puisqu'il se menait en présence du premier ministre canadien, et avant une grande réception offerte par Edgar Faure. Ce n'est donc qu'en séance de nuit, après le buffet, qu'a été examiné le budget de l'Intérieur.

Singulière coïncidence que celle qui consiste à examiner le budget du ministère de l'Intérieur le jour même où Klaus Croissant passe devant la chambre d'accusation, et au : lendemains d'une vague d'expulsions. La police dispose aujourd'hui de moyens financiers et matériels importants malgré les protestations véhémentes des municipalités tenues par le PCF, qui jugent «qu'il n'y a pas assez de policiers dans les grands ensembles». Notons, à ce sujet que le contre-budget du PCF, s'il s'attarde sur les grands équilibres,

prend soin de ne pas rentrer dans le détail, pour éviter ainsi d'avoir à se prononcer sur des budgets comme celui de l'Intérieur.

Il est vrai que ce budget est tentaculaire : en augmentation de 25 % sur celui de l'année précédente il comprend aussi bien une partie des ressources des collectivités locales que les fonds d'indemnisation des rapatriés, les frais inhérents aux services préfectoraux, et à la police nationale, CRS compris.

Ce sont d'ailleurs les crédits destinés aux rapatriés qui constituent l'es-

sentiel des 25 % d'augmentation du budget 78.

### UN REDEPLOIEMENT DE LA POLICE

Le budget de la police nationale, lui, ne subit pas une augmentation sensible. Il serait pourtant faux d'en conclure à une diminution du renforcement policier, ou d'une moindre activité de la bourgeoisie dans ce domaine. Bien au contraire. Depuis 1976, un «plan de développement de la police nationale et de la gendarmerie» est en cours, et porte jusqu'en 1980. Si l'accent n'est pas mis principalement sur le renforcement en effectif, c'est bien parce que le ministre de l'Intérieur entend surtout redéployer ses forces : les estimations précisent que 9 000 hommes peuvent être redéployés vers les fonctions d'ilotage et de quadrillages des grands ensembles, pour autant qu'ils soient dégagés de tâches diverses comme le port des plis ou des enquêtes administratives. Ce qui n'empêche pas une prévision de 1 500

embauches annuelles d'ici 1980.

Le même redéploiement est en cours dans la Gendarmerie nationale, où les brigades territoriales cantonnées dans les «villages sans problèmes» se voient réduites au profit du renforcement des groupes d'intervention.

Cette année encore, l'accent sera mis par contre sur le renforcement matériel de la police, moyens de transmissions, véhicules et autre.

### PASSES D'ARME SUR LES COLLECTIVITES LOCALES

Le deuxième aspect du budget de l'Intérieur, celui du financement des collectivités locales, a animé certainement davantage la séance de nuit. Depuis des années, depuis le rapport Guichard, précisément, cette question des collectivités locales est traditionnellement l'occasion de passes d'armes entre «majorité» et opposition. Deux éléments nouveaux sont



La police veut moins de bureaucrates, et plus d'hommes d'action.

venus alimenter la polémique dans la dernière période : d'une part les propositions du PCF en la matière, et d'autre part le retentissant échec de Giscard dans son projet de «concertation» des maires de France : à ce jour il n'est parvenu au ministère de l'Intérieur qu'environ 15 % des réponses attendues...

S'il n'en est pas tout, le ministère de l'Intérieur concentre dans ses mains

une part importante des moyens de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Et pourtant, la discussion parlementaire sur ce sujet n'est considérée ni par la droite ni par la gauche, comme une question importante aujourd'hui. Il est vrai qu'à l'approche des élections, aucun des clans de la bourgeoisie ne cherche à braquer les projecteurs là-dessus, dans la mesure où une fois au pouvoir, chacun compte bien utiliser ce ministère à sa manière.

## Procès de Klaus Croissant

# ● LE PROCUREUR DEMANDE L'EXTRADITION ● LE GOUVERNEMENT SE DONNE UN NOUVEAU DÉLAI

● Ce n'est que le 16 novembre que la Chambre d'accusation rendra son verdict au sujet de Klaus Croissant. Comme il l'a été explicité lors du procès de mercredi, les juges auront à répondre à 4 questions : les faits relevés contre Klaus Croissant constituent-ils une infraction à la loi ouest-allemande ? constituent-ils une infraction à la loi française ? Sont-ils, oui ou non, proscrits ? sont-ils de nature politique, ou au contraire l'extradition a-t-elle été demandée dans un but politique ?

Si les juges décident de la «culpabilité» de Croissant, c'est-à-dire si, de fait ils refusent le droit d'asile, c'est en dernier recours au gouvernement, par le biais d'une décision du premier ministre contresignée par le Garde des Sceaux, que reviendra la décision ou non d'extrader ou d'expulser l'avocat allemand.

Autant dire que le gouvernement français prend son temps, parce que cette affaire le place malgré tout dans une situation difficile, parce qu'il attend que la sensibilisation à cette affaire retombe, et aussi parce qu'il mise sur une baisse de la mobilisation de plus en plus grande aujourd'hui. On peut d'ores et déjà dire qu'il a tort d'y croire.

La justice française a des principes, aux premiers rangs desquels la nécessaire publicité de ses débats. C'est pourquoi le procès de mercredi n'a pas eu lieu dans la salle de la chambre d'accusation, trop exigüe,

mais dans une salle correctionnelle plus vaste. En fait, les bancs de l'assistance étaient pour une large part remplis par des policiers en civil, auxquels ont pu se joindre des journalistes et quelques avocats. Fait exceptionnel, c'est le procureur général de Paris, Sadon, qui s'était entretenu une semaine auparavant avec un conseiller de l'Élysée, qui s'est chargé du réquisitoire. C'est une mesure tout à fait exceptionnelle, puisqu'il faut remonter au procès de Pétain il y a plus de trente ans, pour trouver l'intervention d'un procureur général.

Le réquisitoire, comme on pouvait s'y attendre, ne s'est pas considérablement attardé sur les faits. A croire que le fameux dossier allemand, gros de 600 pages, ne lui a pas semblé suffisamment convaincant. Le reproche fait à Croissant est d'avoir dirigé un cabinet d'avocats qui aurait servi de «couverture légale aux activités de

la bande à Baader», activités s'identifiant surtout à l'exaltation morbide et au fanatisme, ce qui justifie tout à la fois le fait que Croissant ait commis des délits, et que ces délits ne puissent être considérés comme politiques. Le gouvernement, par la voix de son procureur, se prononce donc pour l'extradition. Quelle que soit la décision finale, la bourgeoisie française aura donné des gages à l'Allemagne en chargeant violemment Croissant au cours du procès.

Avant que ne débute la série de plaidoiries (il y avait 11 avocats français, un allemand, un italien et une espagnole), Klaus Croissant a pu donner son point de vue : «Je me suis rendu compte que le fascisme n'a pas été vaincu en RFA de l'intérieur», avant de développer sur les interdictions professionnelles, la répression constante, les conditions de détention des prisonniers et la présence à des postes-clés de nombre d'anciens nazis. Les différentes plaidoiries se sont attachées à démontrer combien une extradition de Croissant serait lourde de conséquence pour les libertés démocratiques et le droit de la défense.

Il faudra donc attendre deux semaines pour connaître le résultat des déli-



Klaus Croissant

bérations de la chambre d'accusation. Pendant ce temps, Klaus Croissant reste toujours prisonnier à la Santé, et la menace pèse plus que jamais sur lui. Quant au gouvernement français, comme à son habitude, il espère que le temps jouera pour lui : pris entre les exigences de son voisin allemand et les risques qu'occasionneraient pour l'image de libéralisme avancé un trop net alignement sur les méthodes à la Schmidt, il laisse passer les jours. Une méthode vouée à l'échec. Plus que jamais, la défense de Croissant et des libertés démocratiques doit s'affirmer.

## Du SAC au RPR

Un employé de l'EDF a été retrouvé pendu le 22 octobre dernier à Champigny. Dans l'état actuel de l'enquête, l'hypothèse du crime n'est pas exclue. La victime était depuis plusieurs mois secrétaire de la section RPR de Plessis-Tréville. L'affaire devient d'autant plus douteuse que, dans le cadre de son enquête sur les fausses factures de Lyon où déjà des hommes de main de la droite avaient été mis en cause, la brigade territoriale avait été amenée à interroger la victime, Christian Léonard. Très probablement, cette affaire aura des suites.

Par ailleurs, Charles Pasqua, un des hommes importants de l'appareil du RPR, vient d'obtenir du tribunal que certains passages du livre «La machine RPR» aux éditions Fayolle, soient supprimés. Ces passages évoquaient les liens de Pasqua avec le SAC. On se rappelle par ailleurs que le film «Le Sheriff» qui parlait du juge Fayard, un Lyonnais assassiné, avait déjà été censuré pour le même motif.

## Encore une cérémonie de signature à droite

C'est vendredi que les représentants du RPR, du PR, du CDS et du CNI signeront leur accord électoral «définitif». 380 candidats seront en lice les 12 et (peut-être) 19 mars, contre 250 candidats pour le PR. En fait, il reste encore bien des zones d'ombre, et pour cause. Aucun accord n'est encore en vue à Paris, de même que pour les «départements d'outre-mer» : la droite y est assurée de quelques sièges, et personne ne veut laisser passer l'aubaine.

En définitive, l'union de la droite est une union pour organiser des primaires : 3 circonscriptions sur 4 verront des candidats de droite s'affronter.

## Rectificatif

Dans le QdP du 3 novembre, dans l'interview des Amis de la Terre de Marseille que nous publions en page 6, dans la 3<sup>e</sup> colonne, (2<sup>e</sup> paragraphe), nous écrivions : «Ce mouvement était à peine né que nous apprenions la création de l'«union écologique...», etc. Dans l'ensemble de ce paragraphe, le mouvement dont il s'agit est «Temps nouveaux».

## Amis de la Terre, quelle tactique aux législatives ?

Le Réseau des Amis de la Terre (R.A.T.) regroupant plusieurs groupes régionaux des Amis de la Terre s'est réuni à Asnelles-sur-Mer (Calvados) au cours du week-end de la Toussaint pour discuter de la tactique à adopter lors des prochaines élections.

Le principe de ne pas donner de consignes de vote entre les deux tours pour tel ou tel parti a été maintenu, mais certaines nuances dans ce principe ont été introduites. Le R.A.T. propose que certains cas particuliers de candidats de partis de droite ou de gauche soient étudiés. Des candidats non écologistes ayant des chances d'être élus pourraient avoir le soutien des écologistes à condition d'accepter de s'engager sur certaines mesures du programme écologiste.

Michel Crépeau du MRG ou Philippe de Saint-Marc du CDS seraient ainsi peut-être susceptibles d'avoir, sinon le soutien, du moins la neutralité bienveillante des écologistes du R.A.T., parce qu'ils tiennent un discours écologiste qui ne se traduit pourtant nullement dans leur pratique politique et qui ne les empêche pas de soutenir le programme de leurs partis, défenseurs fervents du capitalisme.

A la fête d'automne du journal du PCF *La Marseillaise*

## NOMBREUX DÉBATS SUPPRIMÉS FAUTE DE PARTICIPANTS

● Les 29 et 30 octobre s'est tenue la fête d'automne du journal régional du PCF : *La Marseillaise*. Depuis plusieurs semaines et notamment depuis le sommet de la désunion de septembre, ces deux jours devaient concrétiser le «soutien des travailleurs aux propositions du PCF». L'objectif de 100 000 vignettes vendues avait été fixé. Plusieurs débats publics devaient se tenir.

## LES TRAVAILLEURS EN LUTTE : ABSENTS

«La construction et la réparation navale» : alors que ce problème est très aigu au moment où le groupe Terrin restructure et licencie, ce débat a été purement et simplement annulé malgré la présence de Guy Hermier, membre du bureau politique, qui s'était évertué à ramasser le maximum de monde pendant deux heures auparavant. Les appels répétés aux micros n'ont pas permis de mobiliser plus de monde. Pourtant la réparation navale était l'un des rares secteurs, pour ne pas dire l'unique, représenté par plusieurs stands, alors que l'on pouvait chercher en vain des stands d'autres

entreprises en lutte touchées par la fermeture ou les licenciements. Exemple significatif : alors que le PCF se targue d'avoir quelques 30 cartes parmi les travailleurs de Gervais Danone, menacé d'expulsion pour occupation de leur usine, aucun stand n'était présent sur cette lutte. L'un des délégués CGT, membre du PCF m'a simplement précisé que «des membres de la cellule étaient là» et pouvaient donc répondre aux questions concernant cette lutte. «La barbe à papa n'est pas absente, ni la saucissonnade, ni les crêpes, ni les gauffres, ni les repas populaires», fait remarquer le journaliste de service dans la *Marseillaise* du 30 octobre ; mais le silence

est total sur le débat sur les nationalisations qui devait se tenir avec Robert Allione, membre du Comité central. Le débat sur «les femmes» avec Jeanine Porte, membre du Comité central, et celui sur l'«union» avec Georges Lazzarino, membre du Comité central, n'ont pas eu plus de succès que les précédents.

## «LES MERVEILLES NUCLEAIRES»

Un stand sur le nucléaire proposait plusieurs panneaux «gracieusement prêtés par la direction de l'EDF, elle-même» comme s'est plu à me le préciser un des responsables du stand. Ils représentaient nos «merveilles nucléaires» : la centrale de Fessenheim (2X 900 MW), du Bugey (540 MW et 4 groupes PWR de 4X 900 MW) et le surrégénérateur Phénix (1 200 MW) accompagné de ce commentaire soutenu par le PCF : «la seule solution

prête actuellement pour la relève nécessaire des énergies classiques, c'est le recours à l'énergie nucléaire. D'autres formes d'énergie, dites nouvelles, peuvent produire de l'électricité. Mais, parfois intéressantes pour des applications limitées, elles ne peuvent absolument pas fournir une énergie de rechange au niveau des besoins nationaux et elles ne sont pas sans poser des problèmes pour la protection de l'environnement ! Le nucléaire ne pose-t-il donc pas de problèmes pour l'environnement ? Le «niveau des besoins nationaux» que ne remet donc pas en cause le PCF, concerne l'actuelle société capitaliste avec les énormes gaspillages d'énergies dont elle est responsable. Pour finir, le PCF propose, «dans le cadre de l'application du Programme commun et des nationalisations» : «le développement de filières avancées en matières d'énergie nucléaire (surrégénérateurs...)» (précisé sur

tableau noir sur blanc) Que ce programme du PCF nous rende très dépendants des Etats Unis pour l'approvisionnement en uranium, n'est pas un problème : «l'URSS nous garantit un approvisionnement intéressant», m'a-t-il expliqué.

Mais si les participants ne se bouscailaient pas pour les débats publics, reflet du désintérêt réel pour les propositions du PCF, le chanteur Dave, omniprésent à la radio et à la télé, a eu «un succès mérité», nous précise le journal du PCF. Ce succès a permis au PCF de mettre en première page de son journal une photo montrant un public enthousiaste et très majoritairement composé de jeunes, applaudissant non pas les propositions du programme du PCF, mais le programme de ce chanteur sur le podium d'une station bien connue : radio Monte Carlo ! Une fête qui en dit long sur les difficultés du PCF aujourd'hui.

**INFORMATIONS GENERALES INTERNATIONAL**

Le 3<sup>e</sup> congrès du syndicat de la médecine générale à Lyon

## Quel contrôle des travailleurs sur la médecine ?

«La santé n'est pas l'affaire des médecins», «les usagers doivent se réappropriier les luttes pour la santé», «l'unité sanitaire de base doit être un moyen pour permettre l'extension des luttes sur les conditions de vie et de travail», tels étaient quelques-uns des points de vue débattus ce week-end au troisième Congrès du SMG (Syndicat de la médecine générale) qui se tenait dans la banlieue lyonnaise.

Ouvert par deux jours de débats sur «formation continue des médecins», le «projet Gamin», «l'unité sanitaire de base», le thème du «contrôle des usagers» a largement dominé la discussion. Samedi après-midi, puis dimanche matin eurent lieu les interventions de membres d'organisations diverses, Christian Rampf pour la CFDT, William Junod, président du Syndicat national de la médecine de groupe et un représentant de la Confédération syndicale du cadre de vie. Dans les commissions de travail l'idée de la nécessité de préciser cette notion de contrôle des usagers faisait son chemin. Un débat parfois confus, marqué par l'intervention de la CFDT «seule la mobilisation des travailleurs pourra faire avancer la lutte sur les conditions de vie et de travail» précisa le danger qu'il y aurait d'une extension du pouvoir médical «si ce ne sont pas les travailleurs eux-mêmes qui avec l'aide des médecins, se réapproprient collectivement les problèmes de santé».

Un certain nombre de premières propositions concrètes ont montré

qu'une partie des participants au congrès souhaitaient développer le rapport avec les travailleurs. Par exemple l'étude approfondie des conditions de vie et des conditions de travail, par l'organisation des visites d'usine et aussi une proposition que des stages dans des usines soient inclus dans les études médicales.

Les deux premières soirées étaient consacrées l'une au projet «Gamin» dénonçant le projet de fichage sur ordinateur des handicaps des enfants dès leur naissance, l'utilisation de ce fichier pouvant se retourner plus tard contre l'enfant par exemple avis défavorable pour une orientation scolaire... Le rapprochement avec d'autres systèmes de fichiers comme le dossier scolaire permettrait un «fichage» accru de la population. La deuxième soirée introduite par un montage sur la lutte de Pennaroya puis sur les lignards (poseurs de lignes PTT dans les égouts) a été l'occasion d'un riche échange. Les participants ont souhaité qu'au prochain congrès une place plus importante soit faite à ces luttes.

Correspondant

## Constitution d'un comité de soutien à Lucien Melyon

Après l'assassinat d'un jeune lycéen de 17 ans, Lucien Melyon par un membre du service d'ordre, au concert de la porte de Pantin, un comité de soutien s'est constitué. Des tracts dénonçant le crime ont été distribués ce mercredi matin à l'entrée des lycées de la région parisienne, notamment le lycée Jacques Decour où Lucien Melyon était élève. Ce mercredi soir à 18 h, au métro porte de Pantin, le comité appelait par tracts à boycotter le concert prévu pour exprimer le refus des méthodes fascistes des services d'ordre recrutés par les organisateurs de concerts pop.

## bref... En bref... En l'

### Erreur sur la personne

Ils croyaient avoir enlevé la femme du cousin d'Aggnelli, le directeur de Fiat. En fait, il s'agissait de sa bonne. Les ravisseurs l'ont relâchée, aussitôt la méprise constatée.

### Grève du zèle et embouteillage

Au tunnel du Mont-Blanc, le long de l'Arve (côté français), une centaine de poids lourds étaient bloqués ce mercredi : les douaniers italiens avaient décidé une grève du zèle

Brejnev parade à Moscou

# MENACES TOUS AZIMUTS

Deux points ont retenu l'attention au niveau international : la vigoureuse attaque contre l'«euro-communisme» et toutes les forces polycentristes dans son empire et d'autre part la proposition d'un moratoire sur les explosions nucléaires à usage pacifique.

### MARCHANDAGES ET COURSE AUX ARMEMENTS

«Nous nous déclarons prêts à convenir de proclamer un moratoire sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques parallèlement à l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires pour une période déterminée» a-t-il notamment déclaré. «Nous espérons que cette démarche importante de l'URSS sera appréciée à sa juste valeur par nos partenaires dans leurs pourparlers.»

Cette déclaration a été bien accueillie à Washington : elle répond à l'un des axes de la politique de Carter en matière nucléaire : obtenir l'interdiction de tous les essais nucléaires à propos de laquelle une conférence entre USA, Angleterre et URSS a déjà été entreprise à Genève.

Cette proposition n'a rien à voir avec une mesure de désarmement ni d'un côté ni de l'autre. Les deux pays ont une avance technologique suffisante pour développer considérablement leurs armes nucléaires sans avoir à faire d'expérimentation. D'autre part, cela leur donnerait un

moyen de se garantir le monopole, non plus de l'arme nucléaire mais de la technologie avancée, en exerçant à partir de leur accord des pressions sur des pays comme la France, qui a encore énormément besoin des essais souterrains. En outre, ils

de faire le premier pas vers une réduction des armements, chacune en attendant développe son propre potentiel.

La concession que Brejnev a faite concernant l'interdiction éventuelle des essais pacifiques est en fait une monnaie d'échanges

nouvelles armes : pas de Cruise, pas de bombe à neutrons, pas de missiles mobiles, pas de chasseurs de satellite, bref toutes les armes en cours de déploiement ou d'expérimentation grâce auxquelles l'administration Carter entend s'assurer un avantage dans de nombreux domaines de l'équilibre des forces. De telles «concessions» de la part des superpuissances n'ont pas conduit depuis le premier accord sur la non-prolifération nucléaire à autre chose qu'à l'accroissement des arsenaux et l'accélération de la course aux armements.

Concernant l'euro-révisionnisme, c'est-à-dire les manifestations d'indépendance des PC d'Europe du Sud, Brejnev, sans explicitement les citer, a mis les choses au point. Développant longuement l'exemple soviétique, il a affirmé que les PC étaient «égaux en droits, unis par des buts et des intérêts communs», soulignant en même temps que «l'indépendance» des PC, le rôle majeur que doit jouer le PCUS. Il a même insinué, prenant prétexte de déclarations de Breznevki moins défavorables que d'habitude aux PC d'Europe du Sud, que les manifestations de polycentrisme du camp révisionniste faisaient le jeu des USA. Derrière cette mise au point, il faut voir une menace, non seulement contre les PC d'Europe de l'Ouest, mais aussi contre les PC d'Europe de l'Est qui seraient tentés d'essayer de tirer profit des dissensions dans le camp révisionniste pour gagner une certaine marge de manœuvre.

## Les «euro-communistes» à Moscou

On attendait jeudi matin le discours de Carrillo. Celui-ci avait annoncé à Barcelone qu'il faisait le voyage à Moscou «pour dire ce que je pense du système politique soviétique». Mercredi, Berlinguer a rejeté implicitement le modèle soviétique que venait de proposer Brejnev en affirmant qu'il voulait créer «une société nouvelle, qui garantisse le caractère non-idéologique de l'Etat et la possibilité d'existence de plusieurs partis...». Il reçut un accueil glacial.

Personne ne prêta beaucoup d'attention au représentant du PCF. La grande audace avait été que Marchais, une nouvelle fois, ne se rende pas à Moscou, quand Carrillo et Berlinguer avaient accepté de faire le voyage. Ce fut Paul Laurent, délégué à la cérémonie, qui déclara avec son dynamisme ordinaire «Depuis toujours, des liens fraternels existent entre le PCUS et le PCF. Il est vrai que nous avons des vues différentes sur certaines questions. Nous n'en entendons pas moins développer nos relations sur la double base de l'indépendance... et de la coopération, en particulier dans la lutte pour la paix, la détente et le désarmement».

On le voit, si le PCF fait tout pour se démarquer du PC soviétique, il continue à défendre avec zèle le thème trompeur de la détente, masquant par là tous les préparatifs de guerre développés par Brejnev.

disposent ensemble du monopole sur les moyens de contrôle d'une application éventuelle. Enfin, cette proposition du côté soviétique comme du côté américain a pour arrière-fond le développement accéléré des armements : chacune des superpuissances demande à l'autre

dans ses négociations avec les Américains. Et les termes de l'échange sont nets : depuis l'échec de la mission de Cyrus Vance à Moscou et le piétinement des négociations SALT qui en a suivi, la revendication grâce auxquelles l'administration des Américains s'engage à ne pas déployer de

Somalie

## Siad Barré réclame des armes aux Occidentaux

Alors que le conflit de l'Ogaden qui oppose le FLSO, appuyé par l'armée somalienne au régime éthiopien se poursuit depuis le mois juillet, le président de la Somalie, Siad Barre, a lancé un appel aux puissances occidentales pour qu'elles lui fournissent du matériel militaire.

Jusqu'à l'année dernière la Somalie entretenait des relations privilégiées avec l'URSS. Alors que, depuis décembre 1976, le social-impérialisme a commencé des livraisons d'armes massives à l'Éthiopie, le gouvernement somalien avait commencé à prendre ses distances. Il a réclamé déjà

à plusieurs reprises des armes aux occidentaux. Après avoir accepté de fournir des armes «défensives», les USA ont finalement refusé, suivis par la France et la Grande-Bretagne.

A l'occasion de la fête nationale, le 23 octobre Siad Barre avait pour la première fois dénoncé publiquement les livraisons d'armes de l'URSS et la présence de nombreux conseillers cubains en Éthiopie. Aujourd'hui, il a franchi un pas de plus en demandant aux puissances occidentales, au cours d'une conférence de presse, d'assumer leurs responsabilités.

## En bref... En bref...

### Apalategui amnistié

Le tribunal de Madrid a amnistié Apalategui. Du même coup, la demande d'extradition formulée à son encontre par la police espagnole et en vertu de laquelle il a été emprisonné plusieurs semaines en France est levée. Trois militants du FRAP ont également été amnistiés.

### Capucci expulsé

Le Vatican a obtenu après négociation avec Israël la libération de Monseigneur Capucci, qui serait immédiatement extradité. Celui-ci a déclaré qu'il

préférerait rester en prison, plutôt que quitter son pays, la Palestine, mais qu'il obéirait aux ordres du Vatican.

### Affaire Kennedy

Un des plombiers de Watergate a été arrêté : il menaçait de mort une ancienne agent de la CIA qui a révélé qu'elle s'était rendue à Dallas, en compagnie de ce monsieur et de Lee Oswald, l'assassin de Kennedy, trois jours avant l'attentat. L'affaire Kennedy n'est pas finie : une bizarre évasion d'Oswald avait laissé penser que certains avaient intérêt à le faire abattre.

Giscard et la guerre du Sahara occidental

**L'AVEU**



Toulouse : départ de militaires à bord d'un DC 8 le 2 novembre 1977 à 6 heures 30.

**Les bases françaises en Afrique**



La base de Ouakam, qui sert actuellement de relais pour l'intervention française en Mauritanie est restée à la France à la suite des accords de coopération de mars 1974 : 1 400 hommes y restent en permanence. Giscard peut y masser ses appareils et ses troupes en fonction des mêmes accords qui prévoient « assistance mutuelle ». Cette « assistance », c'est aussi bien le soutien que les troupes françaises peuvent apporter aux gouvernements en place contre un mouvement populaire que la mise à la disposition, en contrepartie, de bases et de « facilités » pour une intervention impérialiste de la France. La base de Ouakam est située à 15 km de Dakar, elle est très proche de l'aéroport international de Dakar, ce qui permet, en cas de besoin, d'utiliser les pistes civiles : ce doit être le cas actuellement.

L'impérialisme français dispose d'une base analogue en Côte d'Ivoire. Depuis 1976, avec la reprise des accords militaires avec le gouvernement de Mal-

loum, la France dispose de « facilités » au Tchad sans avoir officiellement de base permanente.

A l'Est de l'Afrique, bien qu'il ait diminué le nombre de ses troupes, le gouvernement français dispose toujours d'une très importante base aérienne et navale à Djibouti. Elle lui permet d'entretenir la plus importante flotte permanente de l'Océan Indien. Cet ensemble est complété au Sud par la base de la Réunion. Après la perte de la base de Diego Suarez à Madagascar, l'armée française aménage une nouvelle base à Mayotte, annexée aux Comores. L'impérialisme français met également sur pied des installations sur l'île de Tromelin et les îles de l'Europe, îlots du Canal du Mozambique annexés à Madagascar.

Cet ensemble se combinant avec le dispositif des troupes d'intervention basées en France, permet à l'impérialisme français une intervention rapide partout en Afrique.

Il a fallu quatre jours au ministère de la guerre et à Giscard pour avouer, ce qui était de plus en plus évident : mercredi, le porte-parole du gouvernement a annoncé le départ d'éléments militaires pour la base de Dakar en vue d'un «renforcement temporaire des moyens d'infrastructure et de transmissions stationnés à Dakar en application des accords de défense qui nous lient au Sénégal». Il reconnaissait que l'envoi de ces renforts était lié à la guerre du Sahara. Mais à qui donc Giscard veut-il faire croire qu'il faut deux cents hommes dans les seules transmissions à Dakar, chiffre minimum des effectifs qui ont embarqué dans la nuit de mardi à mercredi ? A qui donc fera-t-il croire que plusieurs DC 8 étaient nécessaires pour assurer le transport des troupes et du seul matériel de transmission ? La mission exacte des commandos embarqués et la nature de la cargaison des avions est claire : Dakar est à une heure des

combats pour des unités aéroportées, les besoins en matériel de l'armée mauritanienne paraissent énormes.

**L'ESCALADE**

Selon les divers confidences et aveux, ce sont plusieurs parachutistes qui sont sur le pied de guerre prêts à beaucoup plus qu'une simple opération. Cette escalade a été préparée de longue main depuis plusieurs semaines et paraît être entrées dans sa phase active au début du mois d'octobre.

Reste que cet aveu constitue une escalade. D'abord parce que selon toute vraisemblance les deux cents hommes de mardi soir ont été précédés de nombreux autres en fin de semaine dernière. Les commentaires embarrassés de Bourges pour expliquer les mouvements d'avions à Toulouse n'avaient guère convaincu. Ensuite parce que les spécialistes des transmissions seraient en place en Mauritanie même

depuis le 15 octobre.

En reconnaissant officiellement le déploiement du dispositif militaire sur place, Giscard menace plus ouvertement que jamais de l'utiliser.

Enfin ce déploiement de force repose sur une coopération de plus en plus étroite entre l'état major français et marocain. Un état-major franco-marocain fonctionnerait à Paris depuis plusieurs jours. Il discuterait d'une éventuelle «opération verrou» contre l'Algérie dont l'objectif serait de prendre Tindouf. C'est-à-dire une véritable guerre et non une vague opération de commando.

**LE CHANTAGE**

Cet aveu est utilisé comme une mesure de chantage dans la prétendue négociation que poursuit l'envoyé de Giscard à Alger. Chantage à l'égard du peuple sahraoui et du Polisario : si vous ne cessez pas vos opérations militaires contre l'envahis-

seur mauritanien, nous prendrons part à la guerre, et nous irons à Tindouf détruire les camps de réfugiés. Chantage contre l'Algérie : si vous ne cessez de soutenir le Front Polisario, dans sa guerre de résistance, nous favoriserons une guerre du roi marocain contre vous et même y participerons. Teis sont les termes du chantage effectué par Giscard.

Le Front Polisario a rejeté toute responsabilité d'une telle escalade sur Giscard en affirmant qu'il devra répondre de toutes les conséquences d'une intervention militaire.

Une intense activité diplomatique a été suscitée par cette escalade giscardienne : Tito a envoyé des messages à Paris et Alger pour offrir sa médiation. Le premier ministre libyen s'est rendu à Alger et on annonce sa venue à Paris après qu'il ait offert sa médiation. Du côté occidental et soviétique, pour l'instant, les initiatives de Giscard sont suivies sans commentaire.

**Palestine occupée : lutte et répression 3.**

**La colonisation sioniste s'accélère**

De plus en plus, des voix sionistes s'élèvent et parlent du «danger démographique palestinien», que ce soit dans les terres occupées en 1947 ou en 1967. Ce n'est pas la première fois que les sionistes s'expriment ainsi. Mais il s'agit actuellement, pour eux, de justifier leur politique de colonisation et de demander aux juifs pro-sionistes d'émigrer en Israël pour aider à cette politique de colonisation.

Dans la dernière période, plusieurs déclarations vont dans ce sens. Baroukh Fanger, président d'un conseil local, a présenté une note à un organisme «syndicat du développement de la Galilée». Dans cette note, Fanger pleure sur le sort des colons qui, dit-il, commencent à être minoritaires devant la poussée démographique des arabes et fait appel à la solidarité sioniste, dans le monde, pour s'y opposer. Gédéon Bat ministre de l'Habitat, a fait part aussi de ses craintes de voir la population arabe augmenter à Jérusalem. Il a déclaré que son ministère «vise à garder la même proportion de la population actuelle, 73 % de juifs et le reste des Arabes. Pour cela, le ministère augmentera le nombre de quartiers juifs dans la ville, par tous les moyens, en amenant aussi plus de colons sionistes pour y habiter».

D'autre part l'organisme s'occupant des statistiques vient de sortir une étude démontrant qu'à Gaza, la population arabe augmente à un rythme jamais atteint depuis la l'occupation.

La colonisation sioniste menace l'ensemble du peuple palestinien, car c'est là où il se trouve que les autorités cherchent à le déloger :

que ce soit en Galilée, en Cisjordanie, à Gaza, au Negeb ou à Haïfa, c'est la même politique qui est poursuivie et toutes les forces sionistes y participent, non seulement le groupe de Goush Eymonim.

A Selwad et Ain Yabroud, près de Ramallah, des manifestations de lycéens ont eu lieu pour protester contre l'implantation des colonies dans la région de Selwad. Les colons sont arrivés au village un matin, ont planté 4 tentes et aussitôt, les autorités leur ont branché l'eau et l'électricité.

Les bulldozers sont aussitôt arrivés et ont commencé le travail de destruction de la colline tout proche.

La rapidité avec laquelle l'eau et l'électricité ont été installés dans la future colonie de Selwad met en valeur la pratique de discrimination pratiquée par la Histadrout, le syndicat sioniste, envers les villages arabes de Galilée. Les villages de Sakhnin, Araba, Deir Hanna, Kafar Kana, Rina, Machhad, Zelafa et Oumm Al Fahm, tous ces villages ayant eu une activité importante sont punis par la Histadrout : la compagnie «Mikroth» qui appartient à la centrale syndicale et qui est chargée de la distribution d'eau, a coupé l'eau pendant des semaines à ces villages. Les habitants du village sont obligés d'aller chercher l'eau, en pleine chaleur, à des kilomètres, parfois à pied, parfois en voiture. C'est la politique d'assoiffement pratiquée par la Histadrout qui vise aussi à chasser les Palestiniens de leur village, en les décourageant dans leur vie quotidienne.

Un journal sioniste Haaretz a fait une enquête dans un village de Cisjordanie, près de Rammallah, le

village de Deir Ghassanah, demandant l'avis des habitants sur une série de problèmes, dont la colonisation et les mesures d'annexion de Begin. Le village de Deir Ghassanah est menacé par les colons de Goush Eymonim.

Face à ces colons, un habitant a répondu au journaliste : «C'est notre terre, nous l'avons cultivée depuis des milliers d'années, est-ce que tu crois que nous resterons les mains croisées quand nous verrons ces gens cultiver notre terre et nous empêcher de jouir de ses fruits ?». La plupart des habitants du village sont convaincus que les colons de Goush Eymonim vont la nuit au village de Deir Abou Machaal pour détruire les maisons, casser les câbles électriques. Au sujet de l'«extension des services», en Cisjordanie, qui est en fait une politique d'annexion des terres occupées en 67, les habitants du village ont répondu : «Le premier et le dernier service que nous demandons de Bégin est de nous laisser tranquilles, que cesse l'occupation... Quant aux services que vous nous donnez, nous n'en voulons pas : nous avons l'eau et l'électricité, nous avons quelques lignes de téléphone. Notre situation est meilleure que celle de beaucoup de villages de Galilée et du Triangle. Nous ne voulons pas de votre projet, car il vise à annexer la Cisjordanie et Gaza et à étendre l'expansionnisme sioniste». (Haaretz 12.9.77).

Si ces propos ont pu paraître dans ce journal, elles démontrent que des contradictions existent dans l'équipe sioniste sur un certain nombre de questions dont celle de l'annexion.

# abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT :

## A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml
- *Pékin Information*
- *La Chine en Construction*
- Reception du *Manifeste pour le Socialisme*

Voici la nouvelle formule d'abonnement que nous proposons à nos lecteurs pour l'année 77-78. Le succès d'une telle formule est d'une grande importance pour le Quotidien.

L'abonnement, par l'avance sur ventes qu'il constitue, par la régularité des rentrées qu'il permet, contribue évidemment de façon notable à l'équilibre du budget du journal, au point d'être absolument nécessaire.

D'autre part, cette formule abonné-ami est un moyen de resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. Cela ressort nettement du bilan de notre première campagne d'abonnements. La réception des publications du PCR, notamment la réception du Manifeste pour le socialisme, celle de Front Rouge, la participation à nos meetings et réunions, ont permis à beaucoup de nouveaux lecteurs de mieux connaître notre parti. Dans le même temps, nombreuses étaient les lettres de ces abonnés qui faisaient connaître leur point de vue sur le journal, ou apportaient une contribution en suscitant un débat sur d'importantes questions politiques...

Cet aspect, nous tenons à le développer largement cette année. La volonté d'œuvrer au resserrage des liens entre les lecteurs et le journal, a trouvé, par exemple cet été, l'occasion de s'exprimer au cours du voyage en Albanie qui a

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

## et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- *Eugène Verlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paule Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Les enfants de Xisha* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu C.F.D.T., C.G.T., F.E.N.)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Vive la Vida*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC
- *Au choix, disques chiliens : Checca*
- Chile*  *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ce branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

## sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

— Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

### Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)  
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib Mimis (10%)  
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie Athanasi (10%)  
4, cour. Avericum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)  
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)  
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)  
30, rue de Kerampont
- Lille** Librairie Populaire  
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)  
226, rue Duguesclin (3<sup>e</sup>)
- Marseille** Librairie Lire (10%)  
Rue Sainte (1<sup>er</sup>)
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)  
Rue Rougemont
- Caen** La Licorne rue froide
- Nantes** Librairie 71  
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Corises  
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes  
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois  
25, rue du Valois (1<sup>er</sup>) (10%)  
Les Joueurs de A (12% liv. politiques)  
9, rue des Lions St-Paul (10%)  
L'Hermattan  
18, rue des Quatre Vents (6<sup>e</sup>) (10%)  
Tschern  
83, bd du Montparnasse (14<sup>e</sup>) (10%)  
Plesma  
41, rue Saint Honoré (10%)  
33% sur les Ed. P. - J. Oswald  
7, rue de l'École Polytechnique (5<sup>e</sup>)
- Reims** Le grand jeu 20 rue Coblenz

### Cinémas

- Paris** Saint Séverin  
12, rue St-Séverin (5<sup>e</sup>)  
Tarif étudiant : 10 F  
La Clef  
21, rue de la Clef (5<sup>e</sup>) (tarif étud.)  
Seine Cinéma  
8 rue Frédéric Sauton - Paris 5<sup>e</sup>
- Lyon** Cinématographe  
44, cours Suchet (2<sup>e</sup>)  
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)  
Le Canut  
32, rue Leynaud (1<sup>er</sup>) (tarif étud.)

# manifeste

# pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE  
Marxiste-Léniniste



Nom (en capitales).....  
Prénom.....  
Ville.....

Date :

Mode de versement : — en une fois  — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F   
Abonnement de soutien 600 F   
... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

## PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 3 novembre

tf 1

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Eh bien raconte  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Richelieu. Film TV de Jean François Chiappe, N° 4 L'esclandre de la St Martin  
 21 h 30 - L'événement  
 22 h 30 - Allons au cinéma  
 23 h 00 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Assemblée parlementaire. Le Sénat  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 35 - Vaincre a Olympie. Dramatique adaptée par M. Genevoix à partir de son roman. Des corps d'éphèbes dans le décor de la Grèce antique.  
 22 h 20 - Magazine médical. Vacances à Roscoff  
 23 h 20 - Journal

FR 3

20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Kamouraska. Film franco-canadien de C. Jutra 73 avec G. Bujold. Une «madame Bovary Québécoise» enchaînée dans la vie conjugale comme dans sa liaison extraconjugale.  
 22 h 30 - Journal  
 22 h 45 - Réussite

## Vendredi 4 novembre

TF 1

19 h 10 - Une minute pour les femmes  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Eh bien, raconte  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 00 - Au théâtre ce soir. Colombine. Pièce de M. Achard.  
 22 h 40 - Télé-foot  
 23 h 40 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dorothee et ses amis  
 18 h 40 - C'est la vie  
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Ouvrez l'œil  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Les diamants du président. Feuilleton  
 21 h 35 - Apostrophes. Les français en 40. Avec H. Amouroux, P. Mendès-France et A. Conte  
 22 h 45 - Journal  
 22 h 50 - Ciné-club. Le septième sceau avec Max von Sydow. Au milieu du 14<sup>e</sup> siècle, le chevalier Block de retour de la croisade découvre la peste et la mort sous les traits d'un personnage de noir vêtu. Il entame avec elle une partie d'échec. La métaphysique bergmanienne sur l'amour, la mort, la vie. Un film dépouillé d'une certaine beauté.

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Tribune libre  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Vendredi. Spécial information. A la une des journaux du 23 septembre 1977  
 21 h 30 - Les grands fleuves, reflets de l'histoire. L'Amazone  
 22 h 25 - Journal et fin  
 22 h 30 - Émission alsacienne

## La parole à 18 ans sur Antenne 2

UNE PAROLE PASSÉE  
A LA MOULINETTE

Allait-on donner la parole à des jeunes sur la question brûlante pour eux de l'emploi ? Les programmes de télévision pouvaient nous laisser l'espérer. Antenne 2 annonçait en effet une émission sur l'emploi dans la série «La parole à dix-huit ans». On ne peut qu'être déçu par les trente minutes consacrées au problème, à une heure d'écoute assez faible : entre 22 h 30 et 23 h.

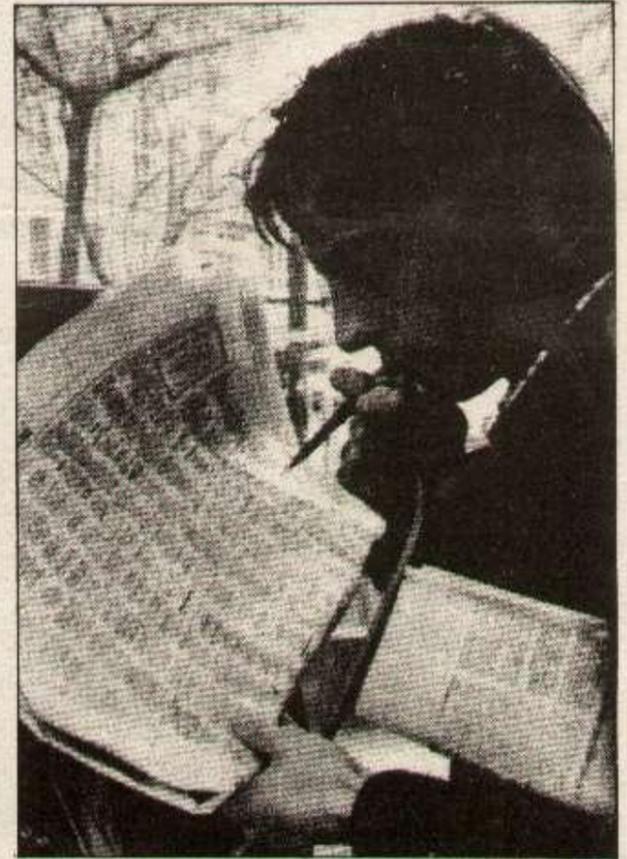
Une quinzaine de jeunes ont parlé, mais ont-ils vraiment eu la parole. Les reporters ont interrogé des jeunes, chômeurs ou en activité, aimant ou non leur travail, il y avait dans certaines interviews l'amorce de discussions intéressantes, mais le réalisateur s'est ingénié à faire de ces interviews, passées à la moulinette un kaléidoscope ne livrant que des bribes de la façon dont les jeunes ressentent la question de l'emploi.

Donner à une quinzaine de jeunes une minute chacun pour parler de leur situation de chômeur ou de travailleurs pouvait se justifier, à condition que du montage réalisé il ressorte un ou plusieurs points de vue clairs. Or le travail du réalisateur a semblé-t-il consisté à rendre confus certains points de vue clairs ressortant des interviews réalisées. En fin de compte cette émission ne donnait sur ce sujet aujourd'hui à la mode que

des considérations banales du genre : les jeunes sont angoissés par la recherche d'un emploi, ils accordent une grande importance au travail, mais tous ne le ressentent pas de la même façon. L'émission n'a pas été plus loin que ces constatations et elle a éludé les questions qui auraient dû être posées.

Ainsi on constate à travers les déclarations des chômeurs que trouver un travail est pour eux la préoccupation essentielle qui conditionne leur existence et leur avenir. Déjà à ce niveau il aurait été intéressant de les interroger sur les raisons du chômage et sur la façon d'y remédier.

Après les chômeurs, étaient interviewés des jeunes travaillant chez des artisans et aspirant à le devenir : leurs considérations tranchaient sur celle des autres jeunes interrogés et notamment l'affirmation de leur «ambition». L'émission n'essaie pas de démontrer comment ces points de vue sont liés à leur statut social. Suivaient des interviews de jeunes travailleurs insatisfaits de leur travail, on passait malheureusement très rapidement sur cet aspect important de la réalité : le refus par les jeunes du type de travail que nous impose le capitalisme. Recherche angoissée d'un emploi à tout prix d'un côté, refus du travail abêtissant, abru-



issant et mutilant de l'autre, cette contradiction apparente n'a été ni relevée ni approfondie. La conclusion qui s'impose logiquement de l'émission, c'est que les jeunes ne savent pas très bien ce qu'ils veulent, refrain connu des considérations des sociologues et journalistes bourgeois sur les jeunes.

Les réalisateurs de cette émission n'ont donné la parole aux jeunes que pour

leur confisquer et imposer leur propre point de vue, par un découpage manipulateur des interviews réalisées. Apparemment ce sont des jeunes qui ont parlé, en fait le seul discours construit était celui des réalisateurs et il taisait les voix des jeunes qui veulent changer la société, et qui refusent le chômage, mais aussi le travail qu'imposent les capitalistes.

# Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»  
 copyright Édition Denoel

109<sup>e</sup> épisode

Enfin, le mercredi, il me souffla :

— Crimée, à sept heures.

Je pris ma plaque et mon crayon avec allégresse. Mustapha travaillait en silence. Je lui demandai ce qui n'allait pas.

— Oh rien.

Daubat, passant dans l'allée, s'enquit de Lucien.

— Je ne sais rien encore. Je téléphonerai demain, mais il est sérieusement touché.

— La peinture ! Dommage, un jeune comme ça.

Il avait de lourdes poches rougeâtres et grenues sous les yeux et sa voix de titi mollissait.

— Moi non plus, ça ne va pas fort. Le matin,

je ne peux plus me lever. Vivement la retraite. Et tous disaient cela. Toutes le soupiraient. Vivement la retraite!

— Hawa, tu m'en veux. Mais qui devrait se fâcher ? Je t'ai demandé, supplié de partir avec toi, là-bas. On aurait habité avec la grand-mère. Hier je le pouvais, j'étais libre... ou presque. La lutte clandestine, tu es quelqu'un, tu n'es plus rien, tu redeviens quelqu'un... Pense, quinze frères arrêtés, tout le quartier désorganisé, mais ça ne fait rien. La guerre ne durera pas toujours. Tu es mon Hawa, ce soir je suis libre. Ce sera un peu plus dur qu'avant, tu sais, mais on s'en sortira. Tu l'acceptes, n'est-ce pas ?

Que signifiait Hawa ?

— Alors, on se verra moins ?

— Un peu moins, oui. Mais plus longuement chaque fois puisqu'il y a la chambre.

Lorsque nous arrivâmes à Saint-Denis et que nous fîmes le tour des commerçants de la place pour acheter la nourriture du repas, il perdit son entrain. Devant la porte de l'hôtel, je lui recommandai :

— Passons doucement, ils ne me connaissent pas encore bien.

Mais le gérant, qui descendait l'escalier, nous croisa et se retourna en même temps que moi. La porte refermée, Arezki se déchargea du pain et des fruits. Regardant le lit, il poussa un soupir et s'assit pour allumer une cigarette.

Puis il me tira vers lui.

— Hawa, je t'en prie, descends et va chercher du vin. J'ai besoin de boire ce soir. Tu veux ?

Le dîner se prolongea. Arezki avait retrouvé sa

gaité. Il projetait de venir deux ou trois soirs chaque semaine.

— Il faudrait aussi que tu quittes l'usine. Mais attendons encore un peu.

Je parlais beaucoup. Arezki s'installa sur le lit, emportant le verre qu'il n'avait pas vidé.

— Laisse tout ça, la vaisselle... viens près de moi.

Je connus le plaisir de donner du plaisir. Nous avions laissé la fenêtre entrouverte et l'air de la nuit nous réveilla.

— Allume, demanda Arezki.

Il se mit à fumer pensivement. A cause de la chambre, je ne savais pas très bien si nous étions nous-mêmes ou Lucien et Anna — dont je prenais les poses. Nous conversâmes jusqu'à l'aube où le sommeil nous reprit.

— Je voulais refuser...

Arezki parlait d'une voix engourdie.

— Mais si je leur avais résisté, ils m'auraient frappé devant toi ou t'auraient emmené aussi. J'ai vu tout ça en quelques secondes.

— De quoi parles-tu ?

Il dormait déjà.

La sonnerie du réveil me secoua. Je me préparai sur la pointe des pieds, sans allumer. Arezki dormait toujours. J'allai le regarder, mais pour se préserver de la faible lueur du petit jour, il s'était entortillé dans le drap d'où quelques mèches noires dépassaient. La chambre s'éclairait, les objets prenaient forme, leurs contours gardaient encore un flou gracieux. Arezki remua. Je courus vers le lit. Nous nous regardâmes en silence.

à suivre

# Les syndicats face à 78

## QUEL RÔLE POUR LES SYNDICATS AVEC LA GAUCHE AU POUVOIR

● Les syndicalistes sont en général très attentifs à ce qui va se passer en 78. Souvent ils font remarquer que l'on ne peut tout prévoir, que des éléments nouveaux peuvent intervenir susceptibles de modifier la situation. Et de réfléchir à partir de là aux différentes hypothèses envisageables.

On peut, en gros, (même si cela comporte un certain arbitraire) les classer en trois catégories : il y a ceux qui pensent que la gauche changera effectivement des choses. Il y a ceux qui pensent qu'avec un gouvernement de gauche rien ne sera réglé, mais que les conditions pour engager des changements seront meilleures. Et puis, il y a ceux qui estiment que la gauche ne changera rien et même, que les conditions pour lutter seront encore plus difficiles que maintenant. Rares en tout cas sont ceux qui espèrent de la venue de la gauche un changement (ou l'amorce d'un changement) radical des structures de la société capitaliste.

En ce qui concerne les seconds, ils savent en

général que « l'on ne peut faire confiance aux partis de gauche » ; ceci pour les avoir vus à l'œuvre dans les luttes et avoir dû les combattre souvent. Malgré cela, l'idée est toujours présente que, même si on ne doit compter en définitive que sur les luttes, les partis de gauche sont malgré tout, « de notre côté », parce que « qu'est-ce qu'il y a d'autre ? ». Il faut bien un débouché politique aux luttes si l'on veut des transformations profondes. Oui, mais quel débouché justement ?

En fait, c'est bien de la question de ce « débouché » qu'il s'agit. Cela trace les tâches aux révolutionnaires et à tous ceux qui veulent se placer dans une optique radicalement différente de celle que proposent les partis de gauche : offrir à ces masses de syndicalistes qui aspirent à des changements profonds, une alternative révolutionnaire ainsi que la définition claire des moyens de sa réalisation.

G.P.



### «Après 78, il y aura des luttes»

Interview d'un militant CFDT de PCUK Pierre-Bénite

**A ton avis, que va-t-il se passer en 78 ? Comment vois-tu les choses en ce qui concerne l'Union de la gauche ?**

— J'ai l'impression que le PS et le PC n'iront pas au pouvoir ensemble, même si, du point de vue du résultat des élections, ils sont majoritaires à eux deux. Je verrais plutôt deux possibilités : la première, c'est que le PS forme seul le nouveau gouvernement s'il est assez fort. La deuxième, c'est que le conglomérat que forme le PS se casse, et qu'une partie aille gouverner avec toute une bande de centristes et de giscardiens. Si l'Union de la gauche tente de former un gouvernement, cela entraînera forcément des bouleversements, des cassures. Il ne faut pas oublier que Giscard sera toujours président de la République. En fait, j'ai plutôt l'impression qu'il va s'instaurer une certaine social-démocratie giscardienne ou mitterrandiste.

**Mais que deviendrait le PCF dans les hypothèses que tu envisages ?**

— Le PC va sûrement être rejeté dans son ghetto, d'une manière ou d'une autre.

Dans ces hypothèses, il y aura sans doute des mouvements populaires très importants. La direction de la CGT y pousserait au maximum pour montrer « le caractère ouvrier » d'un tel gouvernement.

D'un autre côté, un gouvernement de ce type

aura sans doute une attitude très dure par rapport à ces mouvements populaires.

**Quels seraient les buts du PC en suscitant de tels mouvements ou en essayant de profiter d'eux ?**

— Je pense que parmi les gens qui votent PS ou qui sont militants PS, le PC voudrait créer des divisions en les mettant en position difficile. De cette manière, il essaierait d'éliminer des adversaires à lui, y compris dans la classe ouvrière, et augmenter ainsi le rapport de forces en sa faveur.

**En cas d'une formule de gouvernement de gauche PS-PC qui se mette en place, qu'est-ce que cela changera pour les travailleurs ?**

— Je pense qu'il y aura certaines mesures sociales qui seront prises ; peut-être la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés... Mais la gauche devra donner des garanties à certaines couches et, de ce fait, sera obligée d'une manière ou d'une autre de serrer la vis aux travailleurs. Je pense qu'il y aura au bout d'un certain temps une déception chez les travailleurs, surtout que déjà avec ce qui se passe actuellement, il y a déjà une déception. Les illusions disparaîtront vite.

**Alors, il y aura des luttes ?**

— Alors là, il y aura des

difficultés à développer les luttes, c'est sûr. Il y aura tous les appareils syndicaux pour les éviter. Le mouvement des travailleurs sous un gouvernement de gauche sera très difficile. Il y a un certain temps, on pouvait penser que la CFDT serait moins prise là-dedans, mais actuellement je pense que ce n'est plus vrai.

Pour ceux qui disent qu'en cas d'arrivée d'un gouvernement de gauche, ils garderaient une attitude critique, il n'y a qu'à les voir agir actuellement au niveau des appareils. Ils feront tout pour garder leur place en évitant les conflits.

**Comment cela se traduit-il au niveau des syndicats ?**

— J'ai l'impression qu'il y a la volonté manifeste des gens qui ont pris en main l'appareil syndical d'écarter certaines tendances qui pourraient contester au sein du syndicat, en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir. Je pense qu'on essaie de mettre au pas, ou sur la touche, les militants qui ne seraient pas prêts à tout accepter. On veut débayer le terrain avant.

Au sein de la CFDT, j'ai l'impression qu'on veut laisser en poste les braves types ronronnants comme il y avait dans le temps. En tout cas, il y a eu de nettes mises en garde par rapport à l'extrême-gauche.

**Derrière cette querelle actuelle de la gauche, il y a bien deux projets de société différents ?**

— Ch.P. : Oui, absolument ! Le PS (avec ses économistes) se sent des ailes pour essayer de faire quelque chose dans cette situation, en négligeant le rapport de forces. Même s'il a encore des velléités de faire quelque chose qui ressemble au Programme commun de 72, cela ne peut se faire sans mobilisation. Et là, nous on doute parce que la pratique de ce qu'on peut vivre avec le PS nous fait douter. En fait, si l'on veut avoir quelque chance, il y a nécessité de passer un contrat en bonne et due forme avec les travailleurs. C'est ce contrat qui peut pousser suffisamment la gauche, aussi bien le PS que le PC.

**Mais n'y a-t-il pas contradiction entre les propositions de la gauche et les aspirations des travailleurs ? Par exemple, ici à Lip, la proposition de redémarrage à 150 personnes que fait la municipalité de gauche, les Lip n'en veulent pas !**

— Ch.P. : Effectivement ! C'est vrai, là-dessus il y a divorce très important. Mais le débat ne peut pas

se situer au même niveau pour les travailleurs que pour les états-majors. Les travailleurs voient les choses au niveau de ce qu'ils ont envie, de ce qu'ils voudraient voir changer dans la vie de tous les jours.

**En fin de compte, ce que tu dis c'est que les choses se posent en termes de rapport de forces avec un éventuel gouvernement de gauche ?**

— Ch.P. : Oui, mais c'est un rapport de forces très différent.

**A ton avis, quel devra être le rôle du syndicat s'il y a un gouvernement de gauche ?**

— Ch.P. : Le rôle du syndicat avec le gouvernement de gauche est sérieux. Je m'explique : on ne pourra permettre de faire des actions maladroites qui retourneraient une partie des travailleurs qui ne sont pas encore suffisamment conscients. On doit mener les choses de pair : faire avancer les revendications et susciter le débat pour qu'il y ait le maximum de travailleurs qui soient conscients de ce qu'il est possible d'obtenir. Sur les nationalisations, il faut arriver à ce qu'il y ait mobilisation d'une masse

importante de travailleurs pour que cela marche, pour qu'ils soient capables d'assumer la prise en main des nationalisations.

Il ne faut pas penser que la lutte ne sera plus nécessaire, ce serait un déphasage. C'est la lutte qui est déterminante, autrement, la gauche sera une énorme force, avec peut-être une bonne volonté de changer les choses, mais fortement immobilisée en essayant de tempérer tout ce qu'il y a autour d'elle.

C'est vrai que dans les boîtes il risque d'y avoir des travailleurs qui diront « Maintenant ras l'bol ! Ça a changé au niveau politique, il faut que ça change chez nous. » Peut-être que ce sera une vague importante, car il y a un sérieux contentieux. C'est vrai qu'il faut le régler ce contentieux, mais il pourrait y avoir une certaine démesure. La droite peut aussi miser là-dessus, même si ce n'est pas la tactique habituelle de la droite.

**Dans ces conditions, les syndicats vont se retrouver en-deçà des aspirations des travailleurs et jouer le rôle de frein.**

— Ch.P. : Le risque existe ! Mais les militants ont tout de même la tâche de mesurer le danger des deux côtés, en essayant de faire en sorte qu'il y ait la poussée la plus forte possible, tout en gardant une certaine mesure. Je crois qu'une poussée déraisonnée, ce serait le pendant de notre manque de présence sur le terrain, du manque d'éducation politique. Notre expérience vécue nous montre qu'il y a les deux dangers : le freinage et le débridage.

Pour donner un exemple : en mai 68, on allait loin avec notre rêve : il y a des gars qui ont dit « l'exploitation capitaliste, terminée ! ». Oui sans doute... mais est-ce que ça a suffisamment changé au niveau de tout ce que la bourgeoisie a enfilé comme idées dans notre tête pour mettre la barre aussi haut ?

### «Mesurer le danger des deux côtés»

Interview de Charles Piaget (Extraits)

Recueillie par Gérard PRIVAT

### On nous dit déjà : «Attention au Chili»

La masse des syndiqués est méfiante. Il va falloir être vigilants. Beaucoup pensent qu'on peut obtenir quelque chose mais qu'il ne faudra pas s'endormir ! On peut craindre un verrouillage, par contre, dans les directions syndicales, contre tout débordement. Cela va être une situation difficile pour le développement des luttes. On nous dit déjà « attention au Chili ». Dès qu'il y aura mouvement on va nous brandir la menace du retour de la droite pour tout bloquer. C'est pourquoi il faut montrer dès maintenant les dangers de s'en remettre au Programme commun. Il faut critiquer avant pour concrétiser ensuite les critiques dans l'action après 78. C'est être irresponsable que de croire que c'est seulement une fois la gauche au pouvoir qu'on lui forcera la main. Il faut développer la conscience maintenant et dévoiler les miroirs aux alouettes, à l'occasion du débat actuel que provoquent les querelles à gauche.

Point de vue d'un militant CFDT d'Air France